Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 28 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°709 ■

ANALYSE

La recomposition du monde sur les décombres des empires

Par Mohamed Chérif BELMIHOUB P 16

IMPORTATION DE BUS ET DE PNEUMATIQUES

Les décisions du Président Tebboune saluées

Face à l'hécatombe des accidents de la route qui coûtent chaque année la vie à des milliers d'Algériens, le président Abdelmadjid Tebboune a annoncé une série de mesures d'urgence qualifiées d'« historiques ». Importation de 10 000 bus neufs, nouvelles législations routières, contrôles renforcés et responsabilisation élargie : autant de décisions destinées à moderniser le secteur du transport et à garantir la sécurité des voyageurs. Des choix salués par les experts et accueillis avec satisfaction par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), qui appelle à aller encore plus loin dans la réorganisation du secteur. P 3

IATF 2025 EN ALGÉRIE

Une étape cruciale pour l'intégration africaine

La Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue à Alger du 4 au 10 septembre, est considérée comme bien plus qu'une simple manifestation économique. Elle représente une étape cruciale dans le processus d'intégration africaine. C'est ce qu'ont souligné des experts auprès de l'APS, appelant à accélérer l'interconnexion des économies du continent, condition indispensable pour valoriser ses ressources et faire émerger des industries locales capables de porter la souveraineté économique africaine.

P 2

DIMINUTION DES FEUX DE FORÊTS

La stratégie nationale montre son efficacité

La politique de lutte contre les feux de forêts en Algérie repose sur plusieurs mesures clés : un dispositif aérien renforcé, une coordination multisectorielle accrue, l'implication de la société civile, ainsi que le recours aux innovations technologiques, notamment les drones et les systèmes avancés de détection.

P 5

POUR BLANCHIMENT D'ARGENT EN BANDE CRIMINELLE ORGANISÉE

Neuf individus placés en détention provisoire

Le juge d'instruction près le Pôle pénal national économique et financier a ordonné, mardi, le placement en détention provisoire de neuf (9) accusés pour blanchiment d'argent en bande criminelle organisée, tandis que deux (2) autres demeurent en fuite, indique un communiqué du parquet.

P 3

MONNAIE

Le dollar rebondit après les décisions de Trump sur la Fed P 2

CHANTAGE AUX VISAS

L'Algérie dénonce les manœuvres françaises P 3

DESTINÉES AUX JEUNES ARTISANS ET ENTREPRENEURS

Création de trois nouvelles micro-zones d'activités à Mostaganem P 5

AIR ALGÉRIE

Des perturbations de vols en raison de "contraintes opérationnelles"

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a indiqué mercredi, que son programme de vols connaît "des perturbations depuis plusieurs jours", en raison de "contraintes opérationnelles survenues de façon inattendue". Ces perturbations qui "risquent de se poursuivre encore jusqu'à vendredi", sont la conséquence "des effets cumulés" de ces contraintes, ayant provoqué "une forte tension sur les opérations", s'ajoutant à "la densité de l'activité qui caractérise la période de pic de la saison estivale", a précisé la compagnie dans un communiqué. Air Algérie a présenté ses excuses à sa clientèle pour "les désagréments engendrés" et a assuré mettre "tout en œuvre pour rétablir la situation au plus vite et revenir à une régularité optimale des programmes des vols". (A

MONNAIE

Le dollar rebondit après les décisions de Trump sur la Fed

Le dollar a regagné du terrain mercredi après sa baisse de la veille, provoquée par l'annonce par le président américain du limogeage d'une gouverneure de la Réserve fédérale (Fed). Durant les séances matinales, le billet vert remontait de 0,44% par rapport à la monnaie unique, à 1,1591 dollar pour un euro et prenait 0,26% face à la livre, à 1,3444 dollar. Lundi soir, Donald Trump a annoncé le limogeage de l'économiste Lisa Cook, gouverneure de la Réserve fédérale américaine (FED), accusée de fraude pour obtenir des emprunts immobiliers. L'avocat de Mme Cook a annoncé mardi que l'initiative présidentielle sera contestée en justice. "Les acteurs du marché attendent de savoir si le président Trump dispose du pouvoir légal de révoquer la gouverneure, étant donné que cela ne s'est jamais produit auparavant", ont souligné des experts américains. Ce limogeage de cette gouverneure survient alors que le président américain réclamait une baisse des taux d'intérêt de la Fed pour soutenir sa politique économique. Le président de la FED,

IATF 2025 EN ALGÉRIE

Une étape cruciale pour l'intégration africaine

La Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue à Alger du 4 au 10 septembre, est considérée comme bien plus qu'une simple manifestation économique. Elle représente une étape cruciale dans le processus d'intégration africaine. C'est ce qu'ont souligné des experts auprès de l'APS, appelant à accélérer l'interconnexion des économies du continent, condition indispensable pour valoriser ses ressources et faire émerger des industries locales capables de porter la souveraineté économique africaine.

Par Selma R

Face à de multiples défis socio-économiques (chômage élevé des jeunes, sécurité alimentaire, vulnérabilité aux chocs extérieurs et déficit d'infrastructures), les économistes soulignent que l'Afrique ne peut relever ces enjeux qu'en misant sur ses complémentarités. «La diversité des ressources naturelles, agricoles, industrielles et humaines entre pays africains représente un atout majeur, à condition de mieux les mettre en synergie», a indiqué le professeur en économie, Brahim Guendouzi. L'interconnexion des économies apparaît ainsi comme une voie incontournable pour renforcer la résilience, créer de la valeur ajoutée sur le continent et répondre aux besoins croissants d'une population estimée à 1,4 milliard d'habitants. Selon lui, l'IATF 2025 représente une plateforme privilégiée pour avancer concrètement vers l'interconnexion des économies africaines et permet non seulement de stimuler les échanges commerciaux, mais aussi d'identifier les secteurs prioritaires où la complémentarité entre Etats peut accélérer la transformation locale des ressources.

L'IATF s'inscrit dans la dynamique de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine), dont l'objectif est de lever progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays du continent, souligne l'économiste rappelant que l'objectif de la zone est de porter la part du commerce intra-africain à 25 % d'ici 2030, contre environ 15 % actuellement.

Cette manifestation d'envergure, poursuit-il, joue aussi un rôle majeur en valorisant le potentiel de la diaspora et de la jeunesse africaine, considérée comme une véritable "matière grise" du continent, en offrant aux startups, talents innovants et chercheurs, une vitrine continentale et en facilitant leur mise en relation avec des investisseurs et des fonds de capital-risque.

De son côté, l'agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'Ecole nationale supérieure agronomique d'Alger, Ali Daoudi, souligne que l'agriculture constitue l'un des terrains les plus prometteurs pour concrétiser l'intégration africaine. Pour le professeur Daoudi, la mise en valeur des complémentarités entre pays producteurs et pays transformateurs est essentielle pour réduire la dépendance alimentaire du continent et renforcer sa souveraineté, citant l'exemple du cacao produit en Afrique de l'Ouest, qui pourrait être transformé grâce à des partenariats avec des industries agroalimentaires installées en Algérie, créant ainsi de la valeur ajoutée à l'échelle régionale tout en répondant aux besoins d'une population en forte croissance.

Ainsi, l'IATF 2025 représente un rendez-vous stratégique pour repenser le modèle économique africain, souligne l'expert ajoutant que le continent ne peut plus se contenter d'exporter ses matières premières à l'état brut, au risque de rester prisonnier d'une dépendance historique aux marchés mondiaux.

IATF 2025

Journée d'information dimanche prochain au CIC

Le ministère de la Communication organisera, dimanche prochain, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), une journée d'information consacrée aux préparatifs de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), a indiqué mercredi le ministère dans un communiqué. Cette journée d'information portera sur "les préparatifs en cours pour l'organisation de cet événement économique d'envergure et sur ses enjeux", et qui devrait générer d'"importants acquis" en ce sens, selon la même source. Cet événement qui sera présidé par le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, avec le Commissaire de la 4e édition de l'IATF, M. Larbi Latrèche, et l'expert et consultant en stratégie et en développement durable, M. Mouloud Khelif, "apportera aux journalistes et aux professionnels de la presse des informations significatives, tant en investissements qu'en diversification industrielle, d'échanges et d'intégration intra-africaine", ajoute le communiqué.

POUR BLANCHIMENT D'ARGENT EN BANDE CRIMINELLE ORGANISÉE

Neuf individus placés en détention provisoire

Par R E.

Le juge d'instruction près le Pôle pénal national économique et financier a ordonné, mardi, le placement en détention provisoire de neuf (9) accusés pour blanchiment d'argent en bande criminelle organisée, tandis que deux (2) autres demeurent en fuite, indique un communiqué du parquet. "Conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier informe l'opinion publique de l'ouverture d'une enquête préliminaire, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le crime organisé, suite à des informations parvenues aux services de la Sûreté de wilaya de Mostaganem, en date du 12/08/2025, signalant des objets suspects dans un véhicule de type +Master+, qui après vérification se sont avérés être des sacs, des sachets et des colis contenant d'importantes sommes d'argent", précise le communiqué. "L'enquête préliminaire a été ouverte par le Service régional de lutte contre le crime organisé à Oran, relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale, sous le contrôle du parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier, après que le parquet compétent se soit dessaisi du dossier en sa faveur. Cette enquête a permis la découverte d'une bande criminelle organisée s'adonnant au blanchiment d'argent et la saisie d'importantes sommes d'argent en monnaie nationale et en devises : 1.239.841.500 DA (près de 124 milliards de centimes), 1.084.775 euros, 94.400 USD, 4.300 riyals saoudiens, 500 dirhams émiratis et 200 francs suisses, ainsi que de 14 véhicules de tourisme", ajoute le communiqué. L'enquête préliminaire a également abouti à l'arrestation de quatre (4) fonctionnaires publics répondant aux initiales (B.H.Dj), (B.H.S), (B.M) et (B.S) et de cinq (5) opérateurs économiques répondant aux initiales (B.H.A), (B.R), (B.F.B), (S.M), (M.M), tandis que deux (2) autres individus répondant aux initiales (S.S) et (M.D.H) demeurent en fuite.

"En date du 26 août 2025, après leur présentation devant le parquet de la République, les mis en cause ont été poursuivis dans le cadre d'une information judiciaire pour blanchiment d'argent en bande criminelle organisée utilisant les facilitations conférées par une activité professionnelle, acceptation d'un indu avantage, abus de fonction et octroi d'un indu avantage à un agent public", poursuit la même source. Après avoir entendu les accusés lors de leur première comparution, le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire, conclut le communiqué.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPORTATION DE BUS ET DE PNEUMATIQUES

Les décisions du Président Tebboune saluées

Face à l'hécatombe des accidents de la route qui coûtent chaque année la vie à des milliers d'Algériens, le président Abdelmadjid Tebboune a annoncé une série de mesures d'urgence qualifiées d'« historiques ». Importation de 10 000 bus neufs, nouvelles législations routières, contrôles renforcés et responsabilisation élargie : autant de décisions destinées à moderniser le secteur du transport et à garantir la sécurité des voyageurs. Des choix salués par les experts et accueillis avec satisfaction par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), qui appelle à aller encore plus loin dans la réorganisation du secteur.

Par Mourad A.

Sous la présidence du chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, une réunion exceptionnelle consacrée au secteur des transports a marqué un tournant décisif dans la lutte contre le fléau des accidents de la route. Un recueillement a d'abord été observé à la mémoire des victimes du récent accident de bus, avant l'annonce de mesures qualifiées d'« historiques » par plusieurs observateurs. Parmi les décisions phares figurent l'importation immédiate de 10 000 bus neufs destinés à remplacer les véhicules vétustes, ainsi qu'une importation massive de pneus et de pièces détachées pour répondre à la pénurie enregistrée sur le marché. Le président a également ordonné l'élaboration de nouvelles législations encadrant la circulation routière, notamment en matière de délivrance du permis de conduire et de responsabilité civile. Désormais, les responsabilités en cas d'accident seront élargies non seulement aux conducteurs, mais aussi aux auto-écoles, aux organismes de contrôle technique, aux entreprises chargées de l'entretien routier et à toute partie impliquée dans des négligences. Les conducteurs seront soumis à des contrôles périodiques, avec dépistage obligatoire de drogues et de substances psychotropes. Enfin, la Gendarmerie et la Sûreté nationale ont été chargées d'intensifier les contrôles à travers le territoire afin de combattre ce que les autorités qualifient de « terrorisme routier ». Les chiffres donnent la mesure de l'urgence : chaque année, entre 3 000 et 5 000 Algériens perdent la vie sur les routes, tandis que le nombre de blessés ou handicapés permanents est trois à quatre fois plus élevé. Les pertes économiques liées aux accidents sont évaluées à plus d'un milliard de dollars par an.

Invité à commenter ces mesures, l'économiste Pr Mourad Kouachi a insisté, dans une déclaration à la télévision nationale « AL24», sur la portée immédiate et stratégique de ces décisions. Selon lui, l'importation rapide de 10 000 bus et de pneus illustre une volonté claire de protéger les citoyens et d'agir dans l'urgence. Mais il a surtout souligné que le président Tebboune n'a jamais interdit l'importation en tant que telle : il a plutôt prôné un « import intelligent », évitant à la fois les excès budgétaires et les pénuries sur le marché.

Le Pr Kouachi a rappelé qu'entre 2010 et 2014, l'Algérie avait dépensé plus de 30 milliards USD en importation de véhicules, principalement depuis la France, une dépendance excessive qui n'a pas contribué à l'essor d'une véritable industrie automobile nationale. C'est pourquoi il insiste aujourd'hui sur la nécessité de coupler ces importations d'urgence avec une politique industrielle de long terme, notamment la mise en place d'une production locale de pièces détachées et de véhicules. Pour l'expert, l'enjeu dépasse la seule question de la sécurité routière : « Un transport sûr et moderne est aussi un levier pour développer le tourisme, encourager les exportations, attirer les investissements étrangers et améliorer l'image internationale de l'Algérie », a-t-il affirmé lors de son intervention sur la chaîne « Al24news ».

De son côté, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), dans un communiqué rendu public le 27 août 2025, a salué avec satisfaction les décisions du président de la République, estimant qu'elles s'inscrivent dans une logique d'« amélioration du service public et de modernisation du secteur », avec pour finalité la réduction du nombre de victimes d'accidents.

L'association s'est particulièrement félicitée du renouvellement de la flotte nationale et de l'importation de pneus, dont le marché local avait récemment souffert de pénuries et de flambée des prix.

Elle a également exprimé son soutien à la nouvelle réglementation qui prévoit de responsabiliser l'ensemble des acteurs du transport, du conducteur à l'auto-école, en passant par les organismes de contrôle technique.Toutefois, l'ANCA appelle à accompagner ces réformes par des facilités pour les propriétaires de véhicules vétustes afin de les remplacer, ainsi qu'à une réhabilitation des réseaux de transport collectif, incluant bus et taxis. Pour sa part, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a salué les décisions prises, estimant qu'elles «reflètent une vision stratégique profonde visant à développer le secteur des transports, à moderniser son infrastructure et à renouveler son parc national, au bénéfice de l'économie nationale et des citoyens».

Dans une déclaration à l'APS, le Secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, a précisé que cette démarche est «cruciale pour le renouvellement du parc national d'autobus, l'amélioration des conditions de travail des transporteurs et de la sécurité des voyageurs et le renforcement de la sécurité routière selon des normes modernes».

RENOUVELLEMENT DU PARC DE BUS

Le ministre des transports préside une réunion

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, mardi, une réunion pour la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au renouvellement du parc de bus, a indiqué un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence du Secrétaire général du ministère, du chef de cabinet, du directeur général de la mobilité et de la logistique, du directeur de l'administration générale, du PDG du Groupe Transport terrestre de voyageurs "TRANSTEV", du PDG de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Alger (EGSA-Alger), des directeurs des transports et de cadres du ministère. La rencontre a porté sur l'examen et le suivi de la mise en œuvre des instructions du président de la République, notamment celles relatives au renouvellement du parc de bus, à travers l'importation de 10.000 bus, l'élaboration de nouvelles législations relatives à la réglementation de la circulation routière, et aux modalités de délivrance du permis de conduire, ainsi que l'impératif d'imputer la responsabilité civile aux auteurs d'accidents de la route, de soumettre les conducteurs à un contrôle périodique et de renforcer les centres de contrôle pour détecter une éventuelle consommation de drogues ou de substances psychotropes, ajoute la même source.

LEVÉE DU MONOPOLE DE NAFTAL SUR L'IMPORTATION DES LUBRIFIANTS

La Présidence dément

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République, après vérification auprès de l'instance compétente, dément l'information relayée par le quotidien francophone El Watan, dans son édition de mercredi 27 août 2025, concernant la levée du monopole de la société Naftal sur l'importation des lubrifiants.

La Direction générale de la communication a affirmé, dans un communiqué, que la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers "Naftal" demeure "l'unique organisme officiel pour l'importation de lubrifiants et de pneumatiques", soulignant que la décision prise lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 7 mai 2024 "reste en vigueur et n'a fait l'objet d'aucune révision".

CHANTAGE AUX VISAS

L'Algérie dénonce les manœuvres françaises

Par R E.

Le chargé d'affaires de l'Ambassade de la République française à Alger a été convoqué, mercredi, au siège du ministère des Affaires étrangères (MAE) par le Directeur général du Protocole, indique un communiqué du ministère, précisant que cette convocation "intervient suite au communiqué rendu public par la représentation diplomatique française au sujet de l'accréditation d'agents diplomatiques et consulaires français en Algérie". "L'attention du diplomate français a été fermement attirée sur le grave manquement aux usages diplomatiques, les plus solidement établis, qui caractérise ledit communiqué", précise la même source. "Dans ce contexte, il lui a été indiqué que par sa forme autant que par son fond, ce communiqué était inacceptable en ce qu'il contenait une présentation tendancieuse des faits et qu'il s'adressait directement à l'opinion publique algérienne pour incriminer devant elle une prétendue responsabilité exclusive et entière du ministère des Affaires étrangères dans la non-accréditation d'agents diplomatiques et consulaires français en Algérie", ajoute le communiqué. "Du point de vue de la forme, cette manière d'agir de l'Ambassade n'est pas tolérable, en ce qu'elle viole l'esprit et la lettre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961. Du point de vue du fond, il a été rappelé au diplomate français qu'il était personnellement le mieux informé des tenants et aboutissants de cette situation", note la même source. A cet égard, le communiqué fait remarquer qu'"en effet, la non-accréditation d'agents diplomatiques et consulaires français en Algérie est intervenue bien après une décision française similaire et après épuisement, à l'initiative de la partie algérienne, de toutes les possibilités de règlement de ce différend à la satisfaction des deux pays. Il s'agissait là, ni plus ni moins, que de l'application stricte du principe de réciprocité". "C'est le gouvernement français qui a été à l'origine, depuis plus de deux ans, du refus d'accréditation de Chefs de Poste et d'agents consulaires algériens en France. En conséquence de cette situation, trois Consuls Généraux et six Consuls algériens n'ont pas reçu leurs accréditations sollicitées depuis plus de six mois. De même, quarante-six agents diplomatiques et consulaires algériens n'ont pu rejoindre leur lieu d'affectation en France du fait du silence observé par la partie française quant à leurs demandes d'accréditation", explique le communiqué. "Cette situation créée, de manière délibérée et calculée, par les autorités françaises, lèse gravement les ressortissants algériens établis en France dans la double mesure où elle impacte les prestations consulaires à leur bénéfice et affecte la qualité de la protection consulaire qui leur est due", souligne le communiqué. En conclusion, "il a été fortement souligné à l'attention du diplomate français qu'il est lui-même conscient de ce que la problématique des visas n'est pas limitativement liée à la question des accréditations et qu'il est de notoriété publique que son gouvernement a érigé cette problématique en levier central du bras de fer qu'il veut imposer à l'Algérie", relève la même source. Le ministère des Affaires étrangères observe que "le chantage aux visas continue de la part du gouvernement français. La première phase de ce chantage s'est achevée avec la dénonciation par l'Algérie de l'Accord algéro-français de 2013 sur l'exemption réciproque de visas aux détenteurs de passeports diplomatiques et de service. Aujourd'hui, les autorités françaises ouvrent une seconde phase qui concerne les passeports ordinaires qu'elles entendent gérer par le chantage, le marchandage et l'intimidation", conclut le communiqué.

COMMERCE

L'Algérie participe à la 62e édition de la Foire internationale de Damas

L'Algérie prendra part à la 62e édition de la Foire internationale de Damas, dont l'ouverture est prévue mercredi dans la capitale syrienne et ce, dans le cadre des efforts visant à conforter la présence des produits nationaux sur les marchés régionaux et internationaux, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Le ministère supervisera l'organisation du pavillon algérien qui verra la participation d'une pléiade d'entreprises nationales pionnières dans plusieurs domaines, tels que les matériaux de construction et la céramique, les énergies renouvelables, les produits cosmétiques et les produits agricoles et alimentaires. Le programme de la participation algérienne à cette manifestation de 10 jours, prévoit l'organisation de rencontres B2B, de présentations techniques des produits nationaux, ainsi que des séances de négociation pour la conclusion d'accords de partenariat stratégiques dans le domaine de l'investissement. Cette participation s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à élargir le partenariat économique, à faire connaître la qualité et la variété des produits nationaux et à ouvrir de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques algériens pour accéder à de nouveaux marchés, ajoute la même source.

SELON L'OMS

Des milliards de personnes sont exposées à une chaleur extrême au travail

Le premier rapport de l'organisation mondiale de la santé consacré spécifiquement aux dangers des chaleurs extrêmes, avertit que les employeurs doivent s'adapter à une nouvelle normalité en matière de vagues de chaleur. Selon un nouveau rapport conjoint de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation météorologique mondiale, des milliards de travailleurs dans le monde ont besoin d'une meilleure protection contre les chaleurs extrêmes sur le lieu de travail, car le changement climatique rend les conditions étouffantes plus fréquentes.
Le rapport indique que plus de 2,4 milliards de travailleurs, ce qui représente 71 % de la population active mondiale, sont déjà exposées à une chaleur dangereuse sur leur lieu de travail, ce qui accroît le risque de maladies liées à la chaleur, telles que les coups de chaleur, la déshydratation et les maladies rénales. Les auteurs du rapport ont déclaré que leurs conclusions devraient servir d'avertissement pour prendre des mesures.

PRODUCTION DE VERRE SOLAIRE EN ALGÉRIE

Le groupe chinois Kibing Group présente un projet ambitieux

Une délégation du groupe chinois Kibing Group a présenté, mardi au ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, un projet d'investissement pour la production de verre solaire en Algérie, indique un communiqué du ministère. La délégation chinoise, conduite par le directeur général adjoint du groupe, Eric Wong Kuan, a été reçue par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ, et la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Tafer, en présence de cadres du ministère. Le projet prévoit la réalisation d'une usine de production de verre solaire, d'une capacité de 1,53 million de tonnes par an, et d'une unité de traitement et de valorisation du sable de silice ultrapure, d'une capacité de 1,08 million de tonnes par an. Au cours de la présentation, la délégation chinoise a indiqué que le projet contribuera à la création de 3.000 emplois directs, avec un taux d'intégration locale atteignant 90%, selon la même source.
Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue le potentiel qu'offre ce projet dans la valorisation des ressources naturelles locales, notamment le sable de silice, et la construction d'une chaîne de production intégrée dans le secteur de l'énergie solaire, à même de renforcer la position de l'Algérie en tant que hub régional des énergies renouvelables dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), précise le communiqué. M. Yassaâ a, dans ce cadre, souligné la volonté de l'Etat algérien d'encourager les partenariats "fructueux" avec des entreprises internationales de premier plan, précisant que le marché algérien offrait des opportunités d'investissement "prometteuses" dans les secteurs des hydrocarbures, des énergies propres et des mines.
Il a rappelé, dans la foulée, les profondes réformes réalisées pour améliorer le climat d'investissement en Algérie et les garanties offertes aux investisseurs, mettant en exergue l'intérêt majeur accordé par l'Algérie au développement de grands projets stratégiques dans les domaines de l'exploration, de la production et de la transformation industrielle, en phase avec les priorités de la transition énergétique et de la diversification des sources de l'économie nationale.
De son côté, Mme Tafer a expliqué les procédures et autres mécanismes prévus en Algérie pour la valorisation des ressources minières nationales dans le cadre de la législation en vigueur.

LE MINISTRE SAIHI REÇOIT L'AMBASSADRICE DES ETATS-UNIS EN ALGÉRIE

Le renforcement de la coopération bilatérale au cœur des échanges

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a reçu, mardi, l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin, avec qui il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de la santé, indique un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du "renforcement des relations bilatérales entre la République algérienne démocratique et populaire et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de la santé", précise le communiqué, soulignant que les deux parties ont exprimé "leur volonté commune d'élargir et de promouvoir davantage la coopération au vu notamment des potentialités dont disposent les deux pays, à travers la signature d'un mémorandum d'entente bilatéral". A l'entame de la réunion, l'Ambassadrice des Etats-Unis a mis en avant les domaines de coopération sanitaire entre les deux pays, notamment les urgences majeures, à travers "l'échange de connaissances et d'expertises, ainsi que la promotion de partenariats entre les institutions sanitaires des deux pays". Elle a également affiché son intérêt pour "le soutien aux opportunités de coopération entre les opérateurs économiques algériens et américains dans le domaine de l'industrie pharmaceutique". De son côté, le ministre de la Santé a proposé "outre l'échange d'expertises et d'expériences, le transfert de connaissances et de technologies dans les domaines de la prévention, la biosécurité, la gestion des urgences médicales et la formation". Il a par là même appelé à "l'organisation d'un forum bilatéral sur l'industrie pharmaceutique, réunissant des hommes d'affaires des deux pays, avec la participation des différents secteurs concernés en Algérie", ce qui constituera "un espace important pour le développement de la coopération bilatérale". M. Saihi a également mis en exergue les efforts déployés par le secteur en matière de prévention sanitaire, à travers les programmes nationaux de vaccination et de lutte contre les maladies transmissibles, en sus de l'amélioration de la prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant, via le renforcement des services mère et enfant à travers les différentes régions du pays. A cette occasion, le ministre a évoqué la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer, basée sur la création de centres et de services spécialisés au sein des établissements sanitaires à travers le territoire national, ainsi que sur l'amélioration de la prise en charge médicale des patients, selon la même source. Quant à la coopération sanitaire au niveau du continent africain, le ministre a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie visant à assurer une prise en charge médicale aux réfugiés, déclarant: "l'Algérie assure un grand soutien humanitaire dans le but d'assurer le traitement et les prestations médicales fondamentales, au niveau de ses établissements sanitaires à tous les réfugiés qui se trouvent sur son sol", a-t-il précisé. M. Saihi a également souligné "la nécessité de créer un centre international de vaccination et de lutte contre les maladies tropicales en Algérie, lequel assurera des services médicaux importants dont les opérations de vaccination et de traitement des maladies tropicales, notamment au profit des pays du voisinage".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Août 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	65	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف	
	Ail sec	511	586	436	الثوم الجاف	
	Carotte	100	112	88	الجزر	
	Navet	132	146	119	لفت	
	Poivron	97	111	84	الفلفل الاخضر	
	Piment	123	142	104	الفلفل الحار	
	Courgette	107	122	91	الكوسة	
	Haricot vert	208	229	186	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	138	152	124	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	345	422	267	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	601	724	478	التمر	
	Banane	441	452	428	الموز	
	Melon	87	98	75	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	75	85	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	227	291	162	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1814	1949	1680	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	350	364	337	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,45	2,09	7,59	8,14	6482	2 787 260,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1409,00	-0,42	-0,56	-0,52	9,06	5,52	44079	62 107 311,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,00	5,08	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2281,00	-0,09	-0,05	0,49	10,88	5,48	3999	9 121 719,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,23	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-2,29	-5,52	3,63	5,47	0	0,00

DIMINUTION DES FEUX DE FORÊTS

La stratégie nationale montre son efficacité

La politique de lutte contre les feux de forêts en Algérie repose sur plusieurs mesures clés : un dispositif aérien renforcé, une coordination multisectorielle accrue, l'implication de la société civile, ainsi que le recours aux innovations technologiques, notamment les drones et les systèmes avancés de détection.

Par Reda Hadi

Grâce à ces actions, une diminution notable des superficies touchées par les incendies a été enregistrée. Ce succès est le fruit des efforts déployés conformément aux orientations du président de la République, qui a fait de la protection du patrimoine forestier une priorité nationale.
Pour développer cette politique, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a adopté une nouvelle stratégie dans le cadre du plan national annuel de prévention et de lutte contre les feux de forêts, axée sur la proactivité et la synergie. Cette approche a permis à la Direction générale des forêts (DGF) de protéger efficacement le patrimoine forestier. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général des forêts, M. Djamel Touahria, a souligné que les instructions du président de la République, attachant une grande importance à la préservation du patrimoine forestier, ont conduit à mobiliser des moyens conséquents : près de 6 000 agents, de nombreux véhicules d'intervention rapide et l'utilisation de technologies de pointe, telles que les caméras intelligentes et les drones. Ces outils ont permis de détecter plusieurs départs de feu et d'intervenir rapidement.
M. Touahria a également indiqué que des actions de sensibilisation sont menées quotidiennement, en coordination avec la Gendarmerie nationale et la Protection civile, afin de prévenir les incendies. Les textes juridiques en vigueur sont strictement appliqués, avec des peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison pour les incendies volontaires, la construction illicite ou l'abattage d'arbres.

Un dispositif renforcé

La Protection civile a mobilisé 505 unités d'intervention, 65 colonnes mobiles et 6 détachements régionaux, soit l'équivalent de 15 000 agents déployés quotidiennement. Ce dispositif a été appuyé par des moyens aériens, comprenant 12 avions bombardiers d'eau affrétés et 6 hélicoptères du Groupement aérien de la Protection civile. La synergie entre l'Armée nationale populaire, la DGF, la Gendarmerie nationale, la Sûreté nationale et les collectivités locales a été déterminante. Des manœuvres conjointes ont été organisées sur le terrain afin d'optimiser la stratégie de prévention et de lutte. Les résultats de la campagne nationale sont positifs, avec une baisse significative des superficies incendiées. Cette stratégie proactive et coordonnée a permis de protéger efficacement le patrimoine forestier et de réduire les risques d'incendies. Le colonel Achour, cadre supérieur à la Direction générale de la Protection civile, a insisté sur l'importance de cette coordination multisectorielle, affirmant que les manœuvres sur le terrain ont renforcé l'efficacité du dispositif national de lutte contre les feux de forêts.

EXTENSION DE L'INCENDIE DANS LA FORÊT DE CHRÉA (BLIDA)

D'importants moyens déployés

Les équipes d'intervention de la Protection civile poursuivent, mercredi, leurs opérations pour éteindre l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi dans la forêt de Chréa (Blida), alors que plusieurs familles ont été évacuées des zones à risque, a indiqué la Protection civile dans un communiqué. Selon la même source, d'importants moyens ont été mobilisés, dont les colonnes mobiles de lutte contre les feux de forêts des wilayas de Blida, Médéa, Chlef et Bouira, ainsi que l'unité nationale d'instruction et d'intervention. Un dispositif aérien composé de six (6) avions bombardiers d'eau de type AT802 et deux (2) avions BE200 relevant de l'Armée nationale populaire (ANP), a également été mobilisé.
Le wali de Blida, Brahim Ouchen, accompagné du Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, s'est rendu sur place pour suivre l'évolution des opérations d'extinction. A l'occasion, les services de la Protection civile et les autorités locales ont appelé les citoyens à éviter de se rendre dans la zone de Chréa, afin de préserver leur sécurité et de faciliter le travail des équipes d'intervention.

EXTINCTION DE L'INCENDIE À BEJAIA

Poursuite des opérations de surveillance et de prévention

Les services de la Protection civile ont maîtrisé totalement le feu de forêt qui s'est déclaré dans la wilaya de Bejaia, tandis que les opérations de refroidissement et de surveillance préventive se poursuivent toujours, indique, mercredi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.
"Dans le cadre du suivi de la situation sur le terrain concernant l'incendie qui s'est déclaré au lieu dit "Ikherrazen", dans la commune de Boukhelifa, daïra de Tichy, (w.Béjaia), les services de la Protection civile ont réussi à maîtriser totalement l'incendie et à éviter sa propagation aux agglomérations limitrophes, tandis que les opérations de refroidissement et de surveillance préventive se poursuivent toujours, pour parer à tout imprévu", précise la même source.
"Un poste de commandement opérationnel a été mis en placé, en vue de garantir une coordination étroite entre les différents intervenants sur le terrain, où les efforts d'intervention ont été renforcées par 86 agents de différents grades, 15 camions d'intervention de différents types, les colonnes mobiles de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Bejaia et le détachement régional de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Sétif, ainsi que la mobilisation de six (6) avions bombardiers d'eau de type AT802 et d'un avion BE200 relevant de l'Armée nationale populaire (ANP)", note le communiqué.
Par ailleurs, la sonelgaz de Blida a annoncé, ce mercredi, l'enregistrement de dégâts ayant touché des câbles électriques de moyenne tension, en raison des incendies qui ravagent la région de Chréa. Ces dommages ont provoqué des perturbations dans l'alimentation en électricité au niveau de Beni Ali et Chréa.
Dans un communiqué, Sonelgaz a également indiqué avoir procédé à la coupure préventive de la distribution du gaz dans les mêmes zones, et ce afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.
L'entreprise a précisé que ses équipes sont mobilisées pour évaluer l'ampleur des dégâts et rétablir l'approvisionnement dès que les conditions le permettront

DESTINÉES AUX JEUNES ARTISANS ET ENTREPRENEURS

Création de trois nouvelles micro-zones d'activités à Mostaganem

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé la création de trois nouvelles micro-zones d'activités destinées aux jeunes artisans et entrepreneurs, a indiqué, mercredi, un communiqué des autorités locales. Selon la même source, ces zones seront implantées dans les communes de Stidia, Sidi-Ali et Achâacha, en réponse aux préoccupations du mouvement associatif local et des jeunes porteurs de projets dans ces régions, et conformément à un engagement pris par le wali de la wilaya, Ahmed Boudouh. Ces nouvelles zones s'ajoutent à deux autres déjà créées dans les communes de Mazaghran et Hadjadj, qui ont bénéficié de travaux d'aménagement importants en vue d'accueillir des activités de jeunes artisans et entrepreneurs, ajoute le communiqué. La wilaya précise que la mise en place de ces espaces a été opérée selon des critères réglementaires stricts, notamment la domiciliation des activités dans des terrains relevant du domine privés de l'Etat libres de toute contrainte administrative ou technique.
Le wali a immédiatement chargé la direction de l'urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de finaliser les procédures de sélection des bureaux d'études qui seront chargés de l'élaboration et du suivi des projets d'aménagement de ces zones.
Le financement des travaux d'aménagement sera assuré sur budget de wilaya, après l'approbation de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), suite à une proposition émise par les autorités locales, a-t-on fait observer de même source.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Près de 124 milliards de centimes et plus d'un million d'euros saisis à Oran

Le Service régional de lutte contre le crime organisé (SRLCO) d'Oran a démantelé un réseau criminel composé de neuf (09) individus et saisi près de 124 milliards de centimes en monnaie nationale, plus d'un million d'euros, ainsi que d'autres sommes en devises étrangères, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le crime organisé. "Dans le cadre des efforts des services de la Sûreté nationale en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le crime organisé, un réseau criminel organisé dangereux, constitué de neuf (09) individus, a été démantelé lors d'une opération qualitative menée sous la supervision du parquet compétent", a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). L'opération a permis également "la saisie et la récupération de près de 124 milliards de centimes en monnaie nationale, de plus de 1.080.000 euros, de plus de 94.000 dollars, ainsi que d'autres sommes en devises étrangères et de 14 véhicules touristiques", ajoute la même source. "Cette opération qualitative a été menée grâce à l'exploitation minutieuse d'informations qui ont permis aux enquêteurs du service régional, en coordination avec les services de la Sûreté de la wilaya de Mostaganem, de procéder à la saisie d'une importante somme en monnaie nationale dissimulée à l'intérieur d'un véhicule utilitaire de marque Master", lit-on dans le communiqué. Après l'élargissement du champ des recherches dans cette affaire, "deux individus membres du réseau criminel ont été arrêtés, outre la perquisition du logement qu'ils exploitaient et la saisie d'autres sommes en monnaie nationale et en devises étrangères". Au cours de l'enquête, les éléments du SRLCO ont "récupéré deux sommes d'argent en devises étrangères (plus d'un million d'euros et 94000 dollars) dissimulées dans un véhicule de luxe appartenant à l'un des suspects au niveau d'un quartier d'Oran". Les enquêtes de terrain menées par les investigateurs du SRLCO ont abouti à "l'identification et à l'arrestation de 4 autres membres du réseau criminel, en coordination avec les services de la sûreté de la wilaya de Relizane, et à la saisie d'une autre somme d'argent à Alger dans un local commercial appartenant à l'un des suspects". L'enquête préliminaire dans cette affaire a permis "l'arrestation de 9 suspects (4 agents publics et 5 opérateurs économiques) qui ont été présentés, le 26 août, devant le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier d'Alger", note le communiqué.

EL-MENIAA

De nouvelles structures éducatives pour la prochaine rentrée scolaire

De nouvelles structures pédagogiques seront réceptionnées dans la wilaya d'El-Meniaa, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2025-2026), a-t-on appris mardi de la Direction locale de l'éducation.
Parmi ces installations, figurent six (6) écoles primaires et six (6) classes d'extension dans le même palier, à réceptionner dans les communes d'El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal, a expliqué le directeur du secteur, Khoudir Ouled-Kouider.
Le secteur compte également des projets de nouveaux établissements éducatifs en cours de réalisation, dont six (6) Collèges d'enseignement moyen et deux (2) lycées, alors que d'autres seront mis en chantier au cours des prochains mois, a-t-il ajouté.
S'agissant de la restauration scolaire, trois (3) cantines devront entrer en service à l'occasion de la rentrée scolaire, selon le responsable.
Il a, en outre, fait savoir que le secteur a bénéficié de projets de réalisation de classes d'extension, tous cycles confondus, dont certains sont déjà en cours et d'autres non-encore lancés, précisant que l'ensemble des établissements éducatifs à travers la wilaya, sont concernés par les travaux d'aménagement, en prévision de la nouvelle rentrée.
Lors d'une récente visite de terrain, le chef de l'exécutif local, Mokhtar Benmalek, a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux afin de livrer les projets dans les délais impartis et d'assurer une reprise des classes dans des conditions adéquates.

WILAYA D'ALGER

Réunion consacrée à la prochaine rentrée scolaire

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi a présidé, mardi, une réunion du conseil exécutif de la wilaya, consacré au suivi des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, à l'organisation par l'Algérie de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), ainsi qu'aux mesures préventives en prévision des saisons d'automne et d'hiver, indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

A l'entame de la réunion, M. Rabehi a suivi un exposé détaillé sur l'état des nouveaux établissements scolaires en prévision de la rentrée scolaire 2025-2026, précise le communiqué. Selon la même source, "12 écoles primaires, trois (3) collèges, un lycée semi-internat et 27 cantines scolaires ont été réalisés", en sus de "72 salles devant faire l'objet d'extension pour alléger la surtaxe des classes", rappelle la même source, ajoutant que "14 marchés de proximité ont été consacrés à la vente des fournitures scolaires à des prix raisonnables et réglementés".
Concernant les préparatifs de l'IATF, prévus à Alger début septembre, M. Rabehi a souligné "la nécessité de bien préparer et équiper les différents sites devant accueillir cet événement, de mobiliser les moyens nécessaires à son succès, d'aménager les circuits touristiques et les sites historiques, de prolonger les horaires d'ouverture des musées, ainsi que de poursuivre le programme d'animation de la ville d'Alger et de ses espaces publics", poursuit la source.
S'agissant des mesures préventives à entreprendre en prévision des saisons d'automne et d'hiver pour faire face aux catastrophes naturelles pouvant être engendrées par les intempéries, un exposé global a été présenté sur les opérations et interventions menées sur le terrain par les services de wilaya, en l'occurrence, les directions exécutives et les établissements publics de wilaya. A ce propos, le wali d'Alger a relevé "la nécessité de nettoyer régulièrement les Oueds et avaloirs et d'entretenir les pompes hydrauliques en vue de leur mise en service outre le nettoyage des tunnels et des autoroutes, l'élimination des points noirs et des gravats, ainsi que l'intensification des interventions sur le terrain"

EL-OUED

Près de 37.000 têtes de cheptel vaccinées contre la PPR

Au total, 36.492 têtes ovines et caprines ont été vaccinées dans la wilaya d'El-Oued, au titre de la campagne nationale de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR), a-t-on appris mardi de l'inspection vétérinaire relevant de la Direction locale des services agricoles (DSA).
Cette opération préventive, qui a été accompagnée d'une campagne de sensibilisation des éleveurs sur l'importance de la vaccination de leur cheptel (ovins et caprins), en se rapprochant des subdivisions agricoles et des vétérinaires privés, s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour lutter contre cette zoonose, a précisé l'inspecteur vétérinaire, Mohamed Laïd Tidjani.
S'étalant jusqu'à novembre prochain, l'opération de vaccination a touché 33.226 têtes ovines et 3.266 têtes caprines, à ce jour, a expliqué le responsable.
Elle a exclu les têtes de cheptel de moins de quatre mois, les femelles gestantes, ainsi que les cas atteins de maladies , et ce sur la base du diagnostic vétérinaire, a-t-il encore fait savoir.
Sur un total de 380.000 doses de vaccins réceptionnées, 36.492 ont déjà été utilisées, a précisé M. Tidjani, signalant que les doses restantes sont destinées à renforcer le stock dans le but de répondre aux besoins en la matière, lors de la prochaine étape de l'opération et d'envisager la nécessité éventuelle.
Une cinquantaine de médecins vétérinaires des secteurs public et privé ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette campagne ciblant 129 éleveurs à travers la wilaya, a-t-on signalé de même source.

GUELMA

Plus de 12.600 quintaux de colza produits durant la saison 2024-2025

Une production de 12.623 quintaux de colza a été réalisée dans la wilaya de Guelma au titre de la campagne de la saison agricole 2024-2025 qui touche à sa fin, a-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Ces quantités " importantes " de colza ont été réalisées depuis le début de la campagne de moisson lancée au début du mois de juin à ce jour sur 1.060 hectares de terres des unités de production agricole (ex fermes pilotes) de la wilaya, a précisé à l'APS Mme Samira Helassi, cheffe du bureau de vulgarisation agricole à cette direction.
Le rendement moyen est ainsi augmentant à 12 quintaux à l'hectare sur la base des quantités produites et des aires moissonnées, selon la même source qui a mis l'accent sur les multiples avantages économiques de cette plante. Le même cadre a ajouté que d'importantes quantités de colza récoltées ont été acheminées vers les hangars de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya avant de les transporteurs ensuite vers les unités de production de l'huile de table impliquées dans le programme national de développement de la filière de culture des oléagineux parallèlement à la poursuite de l'opération d'élimination des impuretés de la récolte au niveau des unités de production agricole pour en assurer la qualité avant de l'envoi vers les usines.
La même source a prévu une augmentation des quantités produites de colza au terme de la campagne de moisson, soulignant que les superficies plantées de colza au début de l'actuelle saison agricole ont atteint 1,558 hectares répartis sur les unités de production agricole de la wilaya.
Selon les données de la direction des services agricoles, la culture de colza au titre de la saison agricole 2024-2025 s'inscrit dans le cadre du programme local de culture des oléagineux sur 2.120 hectares dont 1.558 hectares de colza, 510 hectares de tournesol, 32 hectares de maïs grain et 20 hectares de soja.

ORAN

Les travaux de réalisation d'un village universitaire au nouveau pôle de Belgaïd avoisinent les 70%

Le taux d'avancement des travaux de réalisation du village universitaire au niveau du nouveau pôle universitaire de Belgaïd a atteint près de 70%, a-t-on appris auprès des services de la wilaya d'Oran.
La même source a précisé que ce village universitaire, appelé à constituer un apport qualitatif aux infrastructures universitaires, grâce à des espaces d'hébergement modernes et bien équipés garantissant confort et sécurité aux étudiants, comprend diverses installations nécessaires contribuant à l'amélioration des conditions de séjour et à la création d'un climat favorable permettant aux étudiants de se concentrer sur leur parcours académique et leur réussite dans les meilleures conditions.
Dans ce cadre, le wali d'Oran, Samir Chibani, a effectué, lundi, une visite de terrain sur le site du projet, au cours de laquelle il a donné des instructions aux entreprises chargées de la réalisation pour accélérer le rythme des travaux et les achever dans les délais impartis, afin de permettre aux étudiants de bénéficier de ces structures importantes dès la prochaine rentrée universitaire, a-t-on fait savoir.
La visite a également concerné plusieurs autres structures universitaires, notamment la cité universitaire d'une capacité de 10.000 lits à Belgaïd, la résidence universitaire "Charfaoui Aïcha" dans la commune d'Es-Senia, la résidence universitaire "Belbouri Saïd" pour filles, la résidence universitaire "Mohamed Boualem" (ex-Volontaire), la résidence universitaire "30? anniversaire du déclenchement de la Révolution" d'une capacité de 2.000 lits, ainsi que la résidence universitaire "El Badr" dans la commune d'Oran.
Lors de ces étapes, le wali a insisté sur l'importance de la prise en charge optimale des étudiants, l'amélioration de la qualité des services universitaires et le renforcement de l'efficacité de la gestion, tout en donnant des instructions pour accélérer les travaux d'aménagement et combler les insuffisances constatées, en vue de garantir un environnement universitaire adéquat répondant aux aspirations des étudiants.

L'État profond des géants de la Tech

La technologie numérique a été présentée comme un outil libérateur capable de soustraire les individus au pouvoir de l'État. Pourtant, l'appareil sécuritaire de l'État a toujours eu un point de vue différent – et aujourd'hui, il reprend le contrôle de sa propre création.

1e partie

Paolo Gerbaudo (*)

Dans les années 1990, marquées par le néolibéralisme effréné, le techno-optimisme a atteint des sommets embarrassants. Imprégnés de l'imaginaire futile de ce que Richard Barbrook a qualifié « d'idéologie californienne », les travailleurs du secteur technologique, les entrepreneurs et les idéologues techno-visionnaires ont identifié la technologie numérique comme une arme de libération et d'autonomie personnelle. Cet outil, proclamaient-ils, permettrait aux individus de vaincre le Goliath honni de l'État, alors largement dépeint comme le géant défaillant du bloc soviétique en pleine implosion.

Pour quiconque ayant une connaissance superficielle des origines de la technologie numérique et de la Silicon Valley, cela aurait dû être, dès le départ, une croyance risible. Les ordinateurs étaient le produit des efforts de guerre du début des années 1940, développés comme moyen de décoder les messages militaires cryptés, avec la célèbre participation d'Alan Turing à Bletchley Park. ENIAC, ou Electronic Numerical Integrator and Computer, considéré comme le premier ordinateur polyvalent utilisé aux États-Unis, a été développé pour effectuer des calculs d'artillerie et faciliter la mise au point de la bombe à hydrogène. Comme l'a tristement fait remarquer G. W. F. Hegel, la guerre est l'Etat dans sa forme la plus brutale : l'activité dans laquelle la puissance d'un État est mise à l'épreuve face à celle d'autres États. Les technologies de l'information sont devenues de plus en plus centrales dans cette activité typiquement étatique.

Certaines personnes croient peut-être encore au mythe selon lequel la Silicon Valley serait née naturellement de hackers soudant des circuits dans leurs garages. Mais la réalité est qu'elle n'aurait jamais vu le jour sans le soutien infrastructurel de l'appareil de défense américain et ses marchés publics garantissant la viabilité commerciale de nombreux produits et services que nous considérons aujourd'hui comme acquis. Cela inclut Internet lui-même, avec la Defense's Advanced Research Projects Agency ou DARPA (Agence pour les projets de recherche avancée de défense) chargée de développer la technologie de commutation par paquets qui sous-tend encore aujourd'hui l'architecture de communication du web.

C'est vrai : à partir de cette incubation dans le secteur militaire, la Silicon Valley a progressivement évolué pour se concentrer principalement sur des applications civiles, des réseaux sociaux et le commerce électronique aux jeux vidéo, à la cryptographie et à la pornographie. Mais elle n'a jamais rompu ses liens avec les appareils de sécurité. Les révélations d'Edward Snowden en 2013 sur le programme Prism ont mis au jour une coopération profonde et presque inconditionnelle entre les entreprises de la Silicon Valley et les appareils de sécurité de l'État, tels que l'Agence nationale de sécurité (NSA). Les gens ont pris conscience que pratiquement tous les messages échangés via les grandes entreprises technologiques telles que Google, Facebook, Microsoft, Apple, etc. pouvaient être facilement espionnés grâce à un accès direct par une porte dérobée : une forme de surveillance de masse sans précédent par son ampleur et son omniprésence, en particulier dans les États démocratiques. Ces révélations ont suscité l'indignation, mais la plupart des gens ont finalement préféré détourner le regard de cette vérité dérangeante qui avait été mise à nu. Aujourd'hui, cependant, le lien entre l'État sécuritaire et la Silicon Valley est plus visible que jamais. Le retour de Donald Trump a non seulement favorisé une alliance entre l'extrême droite et les géants de la technologie, que peu de gens considéraient comme possible jusqu'à récemment, mais a également permis l'émergence d'un nouveau type d'État qui vise à consolider ce nouveau bloc de pouvoir. On pourrait le décrire comme le « Big Tech Deep State » (l'État profond des géants de la technologie).

Ce que l'on appelle « l'État profond » – l'appareil de surveillance et de répression qui existe au cœur de tout État moderne, sous l'appareil idéologique plus sympathique et superficiel composé des parlements, des médias ou des églises – est désormais étroitement lié à ces technologies de communication. Présentées auparavant comme des outils de libération et d'autonomie, elles se révèlent être des moyens de manipulation, de surveillance et de contrôle hiérarchique. Le président républicain Dwight D. Eisenhower avait mis en garde contre le risque que représente l'appareil militaro-industriel, avertissant de la création d'un centre de pouvoir autonome et de l'ingérence que cela pourrait avoir sur le processus démocratique. Aujourd'hui, nous devrions nous inquiéter de la puissance écrasante du complexe militaro-informationnel, pour reprendre un terme déjà utilisé en 1996 par le politologue John Browning et le rédacteur en chef de The Economist, Oliver Morton. Ce terme exprime la relation toujours plus étroite entre la Silicon Valley et l'État profond, qui risque de détruire ce qui reste de nos démocraties.

Le complexe militaro-informationnel

Le 13 juin 2025, un étrange rituel militaire s'est déroulé dans le Conmy Hall de la base militaire Joint Base Myer-Henderson Hall, en Virginie. Un groupe de dirigeants technologiques issus de certaines des plus importantes entreprises de la Silicon Valley, dont Shyam Sankar, directeur technique (CTO) de Palantir, Andrew Bosworth, CTO de Meta, Kevin Weil, directeur des produits chez OpenAI, et Bob McGrew, conseiller chez Thinking Machines Lab et ancien directeur de la recherche chez OpenAI, sont apparus en tenue militaire devant un grand groupe de soldats. Ils ont prêté serment en tant que lieutenants-colonels de l'armée dans le cadre du nouveau détachement 201 : l'Executive Innovation Corps (EIC) de l'armée.

Cette initiative a été présentée dans le jargon néolibéral habituel comme faisant partie des efforts visant à « tirer parti de l'expertise privée » au profit du « secteur public. » Mais la réalité est beaucoup plus déconcertante. Cette nomination montre qu'il n'existe pas de frontière claire entre les secteurs privé et public : le fils prodigue qu'est la technologie numérique s'est peut-être éloigné depuis longtemps de ses racines militaires, mais il revient aujourd'hui au bercail. Pourquoi ? Parce que c'est, dans l'ensemble, l'armée qui paie ses factures. Le cas le plus extrême est celui de la société de surveillance et de renseignement Palantir. Près de la moitié de ses revenus proviennent de contrats gouvernementaux, notamment avec le ministère de la Défense et les agences de renseignement, en plus des forces armées de divers alliés de l'OTAN. Malgré les efforts de l'entreprise pour diversifier ses sources de revenus vers des utilisations plus commerciales, elle devrait rester très liée aux marchés publics, d'autant plus que les tensions mondiales et l'autoritarisme continuent de s'intensifier. Au cours des trois premiers mois de 2025, ses contrats gouvernementaux ont bondi de 45 %, tandis que sa valorisation à Wall Street a augmenté de plus de 200 % depuis l'élection de Trump.

Palantir a été à bien des égards le pionnier du Big Tech Deep State. Lorsqu'elle a été fondée en 2003 par Peter Thiel (également originaire d'Afrique du Sud), un ami proche d'Elon Musk, aux côtés de Stephen Cohen, Alexander Karp et Joe Lonsdale, la société a obtenu un financement initial de la part d'In-Q-Tel, la branche de capital-risque de la CIA, s'alignant ainsi dès sa création sur l'appareil sécuritaire de l'État. Son service consiste essentiellement à fournir une version plus sophistiquée de la surveillance de masse révélée par les fuites de Snowden il y a plus de dix ans. Il s'efforce en particulier d'aider l'armée et la police à identifier et à suivre diverses cibles, parfois littéralement des cibles humaines. C'est pourquoi il s'appelle Palantir : dans Le Seigneur des anneaux de J. R. R. Tolkien, les Palantiri sont des orbes de cristal magiques utilisés pour voir à distance.

Cette métaphore de la « pierre qui voit » incarne l'intention de l'entreprise d'offrir des services capables de révéler les schémas cachés dans de vastes quantités de données et de fournir des « informations exploitables » à diverses agences. Le service le plus célèbre proposé par Palantir, appelé Gotham, en est un exemple. Utilisé par la CIA, le FBI, la NSA et les armées d'autres États alliés des États-Unis, il offre des capacités d'analyse de modèles et de modélisation prédictive, qui relient les personnes, leurs comptes téléphoniques, leurs véhicules, leurs dossiers financiers et leurs emplacements. Mais la « vision algorithmique » peut également être utilisée avec efficacité sur le champ de bataille. Les services d'IA de Palantir ont déjà été utilisés pour identifier des cibles à bombarder en Ukraine.

Bien que l'entreprise nie avec véhémence toute implication directe dans le soutien au génocide à Gaza, il a été rapporté que certains de ses outils les plus avancés ont été fournis à Israël depuis octobre 2023. Compte tenu du secret qui entoure l'entreprise, l'étendue de cette implication reste difficile à vérifier de manière indépendante.

LIBYE

L'essor pétrolier ouvre une possibilité sur un marché européen ouvert

La Libye s'est fixé pour objectif d'atteindre une production pétrolière de 2 millions de barils par jour à court et moyen terme. Le pays multiplie les efforts dans ce sens malgré les défis structurels liés au secteur pétrolier national.
Selon la presse locale libyenne s'appuyant sur des données publiques, la production pétrolière du pays a atteint 1,38 million de barils par jour au dimanche 24 août, contre 1,22 million b/j en octobre 2024. Cette progression ouvre une opportunité pour la Libye vers le marché européen, dans un contexte marqué par l'embargo sur le brut russe.
D'après Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne (UE), la part de la Russie dans les importations de pétrole est passée de 29 % en 2021 à 2 % au premier trimestre 2025. Les principaux fournisseurs sont désormais les États-Unis (15 %), la Norvège (13,5 %) et le Kazakhstan (12,7 %).
Dans ce nouvel équilibre, l'augmentation substantielle de la production libyenne d'or noir peut constituer une source supplémentaire pour les raffineries européennes en quête de diversification.
En effet, le brut libyen est reconnu pour sa légèreté et sa faible teneur en soufre, des caractéristiques recherchées par les raffineries européennes, en particulier en Italie, en Espagne et en France, selon l'U.S. Energy Information Administration (EIA). Pour soutenir cette demande potentielle et accroître ses volumes exportables, la NOC a multiplié les initiatives en 2025. En juillet et août, elle a ainsi annoncé la signature de protocoles d'accord avec BP, Shell et ExxonMobil pour le développement de gisements.
Cela arrive au moment où l'Europe diversifie ses approvisionnements post-embargo sur le brut russe. La possibilité pour la Libye de tirer profit de cette situation dépend toutefois de la stabilité de l'offre. En 2024, des blocages avaient coupé jusqu'à 700 000 b/j dans la production quotidienne et conduit à l'annulation de cargaisons.
La concrétisation des appels d'offres, la mobilisation des capitaux étrangers et la gestion des tensions internes seront déterminantes pour savoir si la Libye peut convertir cette progression en un positionnement durable sur le marché européen.

ÉGYPTE - JAPON

Un accord place l'hydrogène vert au cœur de la coopération

La compétition mondiale autour de l'hydrogène vert s'intensifie. Entre transferts de savoir-faire et ambitions d'exportation, l'Égypte cherche à consolider sa place sur ce marché en s'alliant à un acteur important, le Japon.

Le mercredi 20 août, la Suez Canal Economic Zone (SCZONE) et le Bureau des affaires industrielles et du travail du Gouvernement métropolitain de Tokyo ont signé un protocole d'accord sur la coopération dans l'hydrogène vert. La cérémonie organisée en marge de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), a réuni le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, représentant le président Abdel Fattah El Sisi, et la gouverneure de Tokyo, Yuriko Koike.
Cet accord est significatif pour l'Égypte qui place l'hydrogène vert au cœur de sa stratégie énergétique, affichant l'ambition de devenir un leader régional et mondial de production et d'exportation de cette ressource. Pour atteindre ces objectifs, s'associer au Japon offre un atout majeur. Le pays asiatique a été le premier au monde à publier une stratégie hydrogène en 2017, avec la vision d'une « société de l'hydrogène » intégrant ce vecteur énergétique dans le transport, la sidérurgie, l'électricité et le gaz.
En 2023, Tokyo a renforcé cette orientation avec une stratégie révisée articulée autour du cadre Safety + 3E (sécurité, efficacité économique, environnement et sûreté énergétique), adossée à un plan d'investissement public-privé de 100 milliards USD. Cette feuille de route met l'accent sur les partenariats internationaux, plaçant l'Égypte dans le cercle des partenaires potentiels d'une puissance technologique qui détient environ 24% des brevets mondiaux liés à l'hydrogène.
L'avance japonaise est marquée par des réalisations concrètes, dont le lancement du Suiso Frontier, premier navire transporteur d'hydrogène liquéfié, et celui d'un projet pilote de bourse de l'hydrogène en décembre 2024, via le Tokyo Commodity Exchange. Il s'agit de la première initiative mondiale destinée à jeter les bases d'un marché organisé et transparent pour ce vecteur énergétique.
En consolidant ses liens avec un pays pionnier et doté d'une stratégie hydrogène parmi les plus ambitieuses au monde, l'Égypte peut faire de sa SCZONE un point d'ancrage pour son ambition de hub régional et mondial de l'hydrogène vert.

ARABIE SAOUDITE

Lancement de l'application d'IA saoudienne Humain Chat dans le Royaume

L'Arabie saoudite a lancé ce mardi Humain Chat, une application d'intelligence artificielle en arabe, désormais accessible aux utilisateurs du Royaume. Cette application constitue la première solution de la suite IA développée par Humain, et repose sur un modèle de langue arabe appelé ALLAM 34B, conçu et développé en Arabie saoudite par des Saoudiens. Humain, une entreprise d'intelligence artificielle entièrement détenue par le Fonds d'investissement public (PIF), a été lancée en mai dernier par le prince héritier Mohammed ben Salmane. L'objectif est de développer des modèles linguistiques arabes de grande envergure et de positionner le Royaume comme un pôle mondial de l'innovation en IA. L'application est disponible sur iOS, Android, ainsi que via navigateur web, et devrait prochainement être déployée dans d'autres pays arabophones. « Le lancement de HUMAIN Chat est une source de fierté pour l'Arabie saoudite, marquant une étape historique dans notre mission de construire une IA souveraine, à la fois techniquement avancée et culturellement authentique, » explique Tareq Amin, PDG de HUMAIN.
ALLAM, développé entièrement par une équipe de plus de 120 spécialistes de l'IA, dont 35 chercheurs titulaires d'un doctorat en Arabie saoudite, a été conçu pour servir les 350 millions de locuteurs arabes à travers le monde. Le modèle est sensible aux aspects culturels, comprend les différents dialectes arabes, et maîtrise l'ensemble des formes de la langue, de l'arabe classique aux variantes locales. Disponible également en anglais, ce modèle a été entraîné sur l'un des plus grands ensembles de données arabes jamais réunis, puis affiné grâce aux retours de plus de 600 experts sectoriels et 250 évaluateurs. Le résultat : une maîtrise inégalée de l'arabe, alignée sur les nuances culturelles, religieuses et sociales du monde islamique et du Moyen-Orient, selon l'agence de presse saoudienne (SPA). « Nous prouvons que des technologies compétitives à l'échelle mondiale peuvent naître de notre propre langue, notre infrastructure et nos valeurs — construites en Arabie saoudite par des talents saoudiens, » ajoute Tareq Amin. « Ce n'est pas une fin en soi, mais le début d'un voyage pour servir le Royaume, le monde arabophone, et au-delà. Le potentiel est illimité, accélérant l'innovation et le progrès dans tous les domaines de la vie économique et sociale. »

LOI DE FINANCES 2026 EN TUNISIE

La cheffe du gouvernement appelle à des mécanismes de financement innovants

La cheffe du gouvernement, Sara Zafrani Zenzri, a souligné, mardi, la nécessité d'intégrer dans le projet de loi de finances 2026 des mécanismes de financement innovants, fondés sur de nouvelles approches. L'objectif : répondre aux besoins croissants de l'État, tout en permettant l'ouverture de nouveaux recrutements dans la fonction publique et l'accompagnement des réformes majeures prévues dans des secteurs stratégiques comme la santé et l'éducation.
Présidant un conseil ministériel à la Kasbah consacré aux mesures fiscales et financières proposées dans le cadre de ce projet, Zanzri a rappelé que ces mécanismes doivent s'adapter aux évolutions économiques et aux pressions géopolitiques mondiales, à travers une meilleure rationalisation des dépenses et une stimulation de la croissance.

Justice sociale et croissance économique

La cheffe du gouvernement a insisté sur l'importance d'orienter le projet de loi vers une conciliation entre justice sociale et croissance économique. Elle a souligné la nécessité de renforcer les piliers de l'État social, en accordant une attention particulière aux catégories vulnérables et à faibles revenus, afin de faciliter leur intégration économique et d'améliorer leurs conditions de vie, tout en garantissant l'accès à des services publics de qualité.
Le projet de loi de finances 2026 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement 2026-2030, élaboré selon une approche ascendante partant du niveau local vers le régional, puis l'échelle nationale, conformément à la vision du président de la République, Kaïs Saïed.

Réformes fiscales et soutien à l'investissement

Les dispositions fiscales et financières du projet visent une réforme en profondeur du système fiscal, pour plus d'équité et de transparence, en réduisant les inégalités sociales et en soutenant le pouvoir d'achat des classes moyennes et modestes.
Le texte prévoit également de soutenir l'investissement et préserver la pérennité des entreprises par un allègement de la fiscalité sur leurs acquisitions et un meilleur accès aux financements.
De nouvelles mesures sont prévues pour diversifier les ressources des caisses sociales, afin de bâtir un système de couverture durable et inclusif.

SÉNÉGAL

Le FMI temporise avant de statuer sur l'affaire de la dette cachée

Plongé dans l'affaire de la dette cachée, Dakar tente de rassurer le FMI, qui temporise avant toute décision. Entre plan de relance national, recours accru au marché régional et rebasage du PIB, l'équation budgétaire reste délicate.

Le Fonds monétaire international (FMI) attend encore des garanties de Dakar avant de se prononcer sur l'affaire de la dette cachée qui secoue le Sénégal. La mission conduite par Edward Gemayel, en visite à Dakar du 19 au 26 août, a salué les efforts de transparence entrepris par les autorités, mais les discussions autour des mesures correctives doivent se poursuivre « dans les prochaines semaines » avant qu'un dossier complet ne soit présenté au Conseil d'administration du FMI.

Au cœur de ce bras de fer, la révision du stock de la dette publique, révélée par la Cour des comptes dans son rapport de février 2025. À la suite d'un audit réalisé par Forvis Mazars, les engagements de l'État central ont été réévalués de 74,4 % à 111 % du PIB fin 2023, puis à 118,8 % fin 2024. Cette reclassification, due à des passifs jusque-là non déclarés, met Dakar face à un défi majeur de soutenabilité budgétaire et de crédibilité auprès de ses bailleurs.

Interrogé à Dakar, Edward Gemayel, chef de la mission du FMI, a confirmé que deux scénarios seraient soumis au Conseil d'administration : « Accorder une dérogation exceptionnelle au Sénégal » afin de ne pas exiger le remboursement immédiat, ou bien « exiger un remboursement des montants déboursés sur la base de données erronées ». Une option radicale qui, si elle était retenue, viendrait alourdir encore davantage la charge financière de Dakar. En parallèle, des voix s'élèvent pour réclamer l'annulation pure et simple d'une partie de la dette cachée, dont une portion importante – concessionnelle selon l'agence S&P – pourrait théoriquement entrer dans le champ d'une remise.

« La mauvaise déclaration constatée sur la période 2019-2023 doit être traitée de manière structurelle », insiste le FMI.

L'institution réclame une centralisation des fonctions de gestion de la dette, le renforcement du rôle du Comité national de la dette publique, ainsi que l'achèvement de l'audit en cours sur les arriérés de paiement. La mise en place d'une base de données unifiée et la consolidation des comptes bancaires dans le Compte unique du Trésor figurent également parmi les réformes attendues.

BOTSWANA

Le britannique Galileo lance des forages pour trouver de nouveaux gisements de cuivre

Galileo Resources est notamment active sur le gisement cuprifère zambien Luansobe, son projet le plus avancé où de premières ressources ont été identifiées en 2023. Un succès qu'elle veut rééditer au Botswana avec la campagne d'exploration nouvellement entamée.

Le mardi 26 août, Galileo Resources a annoncé le lancement d'un programme de forage à circulation inverse (RC) sur sa licence d'exploration de cuivre PL253 au Botswana. Cette initiative dont les contours financiers restent encore à préciser, s'inscrit dans la stratégie de la compagnie britannique pour découvrir de nouveaux gisements de cuivre dans le pays d'Afrique australe.

Galileo envisage de réaliser au total quatre forages RC au cours de cette campagne, l'objectif étant de tester des cibles d'exploration préalablement identifiées lors de récentes analyses sur la licence PL253. Cette dernière est, apprend-on, située dans la ceinture de cuivre du Kalahari (KCB), une zone stratégique qui abrite également le prospect de cuivre Kitlanya West de Cobre.

« Notre programme de forage actuellement en cours sur la PL253 se déroule dans une zone à fort potentiel.

L'engagement significatif de BHP et d'autres acteurs en matière d'exploration a mis en lumière ce flanc nord-ouest sous-exploré du KCB et constitue un encouragement considérable pour notre programme », a déclaré Colin Bird, PDG de Galileo Resources.

Malgré cet optimisme, notons que les chances pour Galileo de découvrir des gisements majeurs sur PL253 demeurent incertaines.

Compte tenu de la baisse de la teneur moyenne des mines (40% depuis 1991), les découvertes de cuivre sont en effet devenues de plus en plus rares. Sur 239 gisements découverts entre 1990 et 2023, seuls 14 ont débouché sur des projets d'exploitation au cours de la dernière décennie selon l'AIE.

ÉTHIOPIE

De nouvelles infrastructures pour consolider la chaîne d'approvisionnement avec Djibouti

Enclavée, l'Éthiopie restructure sa chaîne d'approvisionnement principalement construite autour du port de Djibouti. Pour réduire les goulots d'étranglement, elle table sur le développement d'un corridor multimodal.

L'Éthiopie accélère la mise en place d'infrastructures stratégiques destinées à renforcer sa chaîne d'approvisionnement avec Djibouti, dont le port assure près de 80% de ses importations. Le lancement de la construction de l'autoroute Mieso - Dire Dawa s'inscrit dans cette dynamique, en complément de projets ferroviaires et de plateformes logistiques d'envergure.

Long de 144 km et évalué à 62,6 milliards de birrs (environ 440,3 millions USD), ce nouvel axe notamment financé par la Banque mondiale reliera les régions d'Oromia et de Somali à Dire Dawa, facilitant la connexion avec Djibouti. L'infrastructure devrait réduire les coûts et délais de transport tout en soutenant la compétitivité du corridor économique oriental.

Cette initiative complète la modernisation du chemin de fer Addis-Abeba - Djibouti (752 km), intégrée au plan stratégique à 2,6 milliards USD dévoilé en octobre 2024 par le ministère des Transports. L'objectif est de créer un réseau multimodal performant reliant la capitale du pays à son principal débouché maritime.

En parallèle, l'Éthiopie développe des plateformes logistiques. Construite avec l'appui de la Chine, la zone industrielle de Dire Dawa comprend un port sec doté d'entrepôts, d'un terminal à conteneurs et d'installations de stockage. Elle sert de relais avec le port sec de Modjo situé près d'Addis-Abeba, et constitue une pièce maîtresse de l'écosystème logistique national.

En octobre 2024, les autorités ont aussi lancé la construction d'une zone industrielle à Oromia, appelée à s'ajouter aux infrastructures existantes pour former un hub logistique intégré.

Avec ces installations, Addis-Abeba entend réduire les goulots d'étranglement logistiques qui augmentent en général les coûts et allongent les délais des expéditions. En fluidifiant les échanges commerciaux, ces initiatives pourraient aussi permettre de mieux tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Il faut par ailleurs indiquer qu'en plus des investissements dans les corridors raccordant Djibouti, l'Éthiopie tente des démarches auprès d'autres voisins côtiers tels que le Somaliland, la Somalie, le Kenya et le Soudan pour diversifier ses débouchés maritimes.

ZIMBABWE

Les importations de maïs sont à nouveau interdites

Le maïs est la principale culture de base au Zimbabwe. Sa production, fortement dépendante des conditions climatiques, fluctue d'une année à l'autre, entraînant des ajustements réguliers de la politique commerciale du pays. Au Zimbabwe, le gouvernement a annoncé le 25 août, le retour de l'interdiction frappant les importations de maïs en raison d'une meilleure disponibilité de la céréale. D'après Obert Jiri, secrétaire permanent au ministère de l'Agriculture, les bonnes pluies enregistrées cette année ont permis un redressement de la production.

Alors que l'offre a été réduite de près de 60 % en 2023/2024 à 635 000 tonnes en raison de la sécheresse provoquée par El Niño, la récolte de cette année devrait se situer autour de 1,3 million de tonnes, selon les dernières données du Département américain de l'agriculture (USDA).

En dehors des conditions météorologiques favorables, les autorités soulignent également que le soutien aux exploitants en semences, engrais et pesticides à des prix subventionnés a contribué à l'amélioration des rendements.

Si globalement, l'offre attendue reste inférieure aux besoins de consommation compris entre 1,8 et 2 millions de tonnes par an, le gouvernement devra puiser dans la Réserve stratégique de céréales (SGR) gérée par la Grain Marketing Board (GMB) pour combler le gap.

Selon l'USDA, les stocks de fin de campagne de maïs du Zimbabwe devraient se stabiliser autour de 500 000 tonnes durant la campagne 2024/2025, ce qui représente environ trois mois de consommation locale.

Plus largement, les observateurs estiment que l'amélioration des perspectives au Zimbabwe pourrait être une mauvaise nouvelle pour l'Afrique du Sud, principal exportateur régional et dans une moindre mesure pour la Zambie qui devrait faire son retour en tant que fournisseur net sur le marché durant cette saison.

En 2023/2024, la nation arc-en-ciel a livré près de 1,2 million de tonnes de maïs au Zimbabwe, soit la quasi-totalité de ses besoins à l'importation (1,3 million de tonnes).

MARCHÉS ASIATIQUES

Les bourses hésitent avant Nvidia

Les marchés boursiers asiatiques ont évolué sans direction claire mercredi, dans l'attente des résultats trimestriels du leader de l'intelligence artificielle Nvidia, qui devraient influencer le sentiment des investisseurs à court terme. Parallèlement, le dollar américain a vacillé, les investisseurs restant nerveux face aux attaques contre l'autonomie de la Réserve fédérale.

Les contrats à terme européens laissaient présager une ouverture en hausse, mais les investisseurs pourraient se montrer prudents face à la crise politique en France, après que le pari du Premier ministre François Bayrou pour obtenir un soutien à son impopulaire plan de réduction de la dette se soit retourné contre lui.
Cette nouvelle tourmente politique intervient après que la France a perdu son précédent Premier ministre, Michel Barnier, renversé par une motion de censure sur le budget fin 2024, après seulement trois mois à la tête du gouvernement.
Dans le même temps, la courbe des taux du Trésor américain s'accentue depuis que le président Donald Trump a ordonné lundi le limogeage de la gouverneure de la Fed, Lisa Cook, une décision sans précédent qui pourrait déboucher sur une bataille judiciaire, l'avocat de Cook ayant annoncé un recours en justice pour empêcher son éviction.
« La Fed a déclaré qu'elle se conformerait à toute décision de justice concernant Lisa Cook, mais la réalité est qu'elle se retrouve dans une impasse », analyse Prashant Newnaha, stratégiste senior pour l'Asie-Pacifique chez TD Securities.
« Si la cour tranche en faveur de Trump, cela pourrait potentiellement exposer le président (Jerome) Powell à un limogeage pour avoir permis à une personne extérieure à la Fed de prendre des décisions au nom du Conseil, si Cook continue à siéger entre son licenciement et la décision de justice. »
Le rendement de l'obligation à deux ans, généralement sensible aux anticipations de taux, a touché son plus bas niveau depuis mai à 3,654 %, avant de remonter de 1,8 point de base à 3,661 %. Le rendement du titre à 30 ans progressait de 1,4 point de base à 4,922 %.
Donald Trump a critiqué à plusieurs reprises Jerome Powell et les responsables de la Fed pour leur refus d'abaisser les taux directeurs.
Les observateurs de marché ont interprété les récents propos de Powell comme ouvrant la voie à une baisse prochaine.
Les investisseurs misent désormais sur une réduction des taux dès le mois prochain, les marchés anticipant à 84 % une décision de la Fed en septembre, et plus de 100 points de base d'assouplissement d'ici juin.
Le dollar a connu un léger rebond en séance asiatique après avoir reculé la veille.
L'euro a cédé 0,2 % à 1,161825 dollar, tandis que le yen s'est affaibli à 147,87 pour un dollar. [FRX/]
« Je pense que les investisseurs se concentrent davantage sur la prochaine publication des chiffres de l'emploi et sur ses implications pour un mouvement de taux en septembre », estime Ben Bennett, stratégiste APAC chez Legal and General Investment Management.
« L'espoir est qu'une baisse de taux reste envisageable sans détérioration brutale du marché du travail. Les résultats de Nvidia ce soir seront également déterminants pour l'orientation à court terme des marchés. »
Des données montrent que les opérateurs sur options anticipent une variation d'environ 260 milliards de dollars de la capitalisation de Nvidia après la publication de ses résultats, alors que ses activités en Chine seront scrutées de près, à la suite d'un accord de partage des bénéfices inédit avec l'administration Trump.
Pris dans la tourmente de la guerre commerciale sino-américaine, l'avenir des activités de Nvidia en Chine dépendra de l'issue des discussions sur les droits de douane et les restrictions sur les semi-conducteurs entre les deux premières économies mondiales.
L'indice MSCI le plus large des actions Asie-Pacifique hors Japon est resté quasi stable. Les marchés chinois, en revanche, poursuivent leur progression, l'indice des valeurs vedettes atteignant un sommet de trois ans, porté par le secteur technologique.
Sur le marché des matières premières, l'or au comptant a reculé de 0,47 % après avoir atteint un plus haut de deux semaines lors de la séance précédente.
Les prix du pétrole se sont stabilisés après leur baisse de la veille, alors que le marché surveille de nouveaux développements dans la guerre en Ukraine et que les investisseurs évaluent l'impact de lourds droits de douane américains sur l'Inde, troisième consommateur mondial de brut.
Les contrats à terme sur le Brent ont progressé de 5 cents à 67,27 dollars le baril, tandis que le WTI gagnait 3 cents à 63,28 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 27 Août 2025
Valeur : 29 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.0296	130.0446
1	EUR	EURO	150.8473	150.8777
1	GBP	POUND STERLING	174.8180	174.9087
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9589	87.9750
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1570	18.1616
1	CHF	SWISS FRANC	161.2870	161.3857
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8706	93.8882
1	DKK	DANISH KRONE	20.2079	20.2146
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5467	13.5510
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7821	12.7858
1	AED	UAE DIRHAM	35.4015	35.4152
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6515	34.6601
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.2112	425.3994
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2190	44.6634
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3900	14.3917
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9029	24.0258
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2565	3.2666
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.7703	177.7703

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse

La Bourse suisse a entamé la séance de mercredi du bon pied, à la faveur d'un rebond technique, alors que la France se dirige vers une nouvelle crise. Le regard déjà tourné vers les résultats trimestriels du fondeur NVidia, les investisseurs veulent toutefois rester prudents.
La performance de Nvidia, qui sera dévoilée en soirée après la clôture de Wall Street, est considérée comme un test décisif pour la dynamique du secteur de l'intelligence artificielle, observe John Plassard, associé de Cité Gestion en charge de la stratégie d'investissement. Parallèlement, de nouveaux droits de douane américains de 50% sur certains produits indiens sont entrés en vigueur mercredi, Washington sanctionnant ainsi New Delhi pour ses achats persistants de pétrole russe.
Du côté de Wall Street, les principaux indices ont achevé le séance de mardi en progression, soutenus par les gains de Nvidia, les investisseurs ayant trouvé un équilibre entre leur optimisme concernant les résultats des entreprises et leurs inquiétudes liées à la destitution sans précédent de Lisa Cook, gouverneure de la Réserve fédérale, par le président Donald Trump, poursuit M. Plassard.
Du côté des premières informations macroéconomiques, le moral des consommateurs en Allemagne va s'assombrir en septembre sur fond de montée du chômage et d'attente de réformes promises par le gouvernement. L'indice de confiance de l'institut GfK attendu pour septembre plonge à -23,6 points, après -21,7 en août, soit une baisse de 1,9 point, un troisième mois d'affilée en recul.
Ce mercredi, outre une nouvelle belle salve de résultats semestriels, les investisseurs examineront notamment des statistiques sur l'immobilier aux États-Unis.
A la Bourse suisse, le SMI, après avoir démarré la séance sur une timide hausse de 0,05%, étoffait quelque peu ses gains dans les premiers échanges, l'indice phare notant peu avant 09h15 à 12'185,20 points, soit une progression de 0,21%. Le SLI prenait pour sa part 0,20% à 2013,50 points, alors que l'indicateur élargi SPI gagnait 0,18% à 16'926,87 points.
Parmi les 31 valeurs constitutives du Swiss Leader Index, onze perdaient du terrain et dix en gagnaient, alors que Swisscom faisait du surplace.
Côté perdants, Givaudan (-1,9%) héritait de la lanterne rouge. Le numéro un mondial des arômes et parfums a fait part du départ en mars prochain de son directeur général Gilles Andrier, lequel cèdera ses fonctions à Christian Stammkoetter. Givaudan a dans la foulée dévoilé ses objectifs à l'horizon 2030, soit une croissance organique moyenne de 4 à 6 %, contre 4 à 5 % pour le précédent cycle de cinq ans.
Le spécialiste des emballages SIG Group (-0,7%), le fabricant d'ascenseurs Schindler (-0,4%) et l'équipementier de salles d'eau Geberit (-0,3%) venaient notamment garnir les rangs des perdants.
Les deux poids lourds pharma de la cote, Novartis (+0,5%) et Roche (+0,2%) soutenaient les indices, alors que Nestlé (-0,03%) se cherchait encore une direction.
Swatch Group (+1,8%) se hissait sur la plus haute marche du podium provisoire, devant le numéro un bancaire helvétique UBS (+0,8%) et le transporteur et logisticien Kühne + Nagel (+0,7%). Concurrent de l'horloger biennois dans le segment du luxe, Richemont prenait pour sa part 0,4%.
Sur le marché élargi, le laboratoire pharma aux origines italiennes Cosmo décollait de 5,5%, après avoir obtenu un avis positif pour le Winlevi dans le traitement de l'acné en Europe. Peach Property bondissait de 4,1%, la société immobilière en délicatesse avec ses finances ayant fait état d'une évolution positive au cours des six premiers mois de l'année.
Investis (+1%) a dégagé sur les six premiers mois de l'année un bénéfice net de 80,2 millions de francs suisses, amputé de plus de 40% sur un an.
Si le fabricant de turbocompresseurs Accelleron a amélioré ses résultats tous azimuts sur les six premiers mois de l'année, le groupe argovien, confronté aux incertitudes créés par la guerre commerciale, a quelque peu raboté son objectif de marge d'exploitation. De fait, son titre plongeait de 5,8%.
Stadler Rail (-4%) était aussi à la peine. Le fabricant de matériel ferroviaire a certes amélioré sa rentabilité opérationnelle sur les six premiers mois de l'année, tout comme son bénéfice net. Mais l'entreprise de Bussnang reste confrontée aux conséquences de trois catastrophes naturelles: les inondations en Valais, en Autriche et en Espagne à Valence.

DROITS DE DOUANES AMÉRICAINS

Les exportateurs indiens inquiets

Les principaux fabricants de textile ont arrêté leur production en Inde, alors que les droits de douane imposés par Washington doivent doubler à partir de ce mercredi 27 août.

L'influente Fédération des organisations indiennes exportatrices (FIEO) a averti mardi 26 août que les droits de douane draconiens imposés par Washington à l'Inde pourraient "impacter gravement" les exportations vers les États-Unis, moins de vingt-quatre heures avant l'entrée en vigueur des nouvelles taxes douanières portées à 50%. Le président américain Donald Trump avait déclaré plus tôt ce mois-ci que son administration augmenterait fortement les droits de douane sur les produits indiens, de 25% à 50%, à compter du 27 août, afin de sanctionner l'achat de pétrole russe par New Delhi, qui selon Washington aide Moscou à financer sa guerre contre l'Ukraine. Les nouveaux droits de douane devraient entrer en vigueur dès mercredi matin en Inde, sauf revirement de dernière minute du président Trump. Mardi, la FIEO a déclaré que la hausse des droits de douane allait affecter environ 55% des exportations indiennes vers les États-Unis et les rendrait "non compétitives" par rapport aux marchandises en provenance de pays comme le Vietnam, les Philippines et la Chine. Le président de la FIEO parle d'un "revers" et redoute de "graves répercussions".

Fortes perturbations

Selon cette organisation, les principaux fabricants de textile en Inde ont déjà arrêté de produire, tandis que les exportateurs de produits de la mer sont confrontés à des "perturbations des chaînes d'approvisionnement" ainsi qu'au "désarroi" des producteurs du secteur. La FIEO a ajouté que des annulations de commandes pesaient également lourdement sur les secteurs employeurs d'une importante main-d'œuvre, comme le cuir, la chimie et l'artisanat.
Elle "appelle à une action rapide et coordonnée entre les exportateurs, les organisations industrielles et les agences gouvernementales pour protéger les moyens de subsistance, renforcer les liens commerciaux mondiaux et traverser cette phase de turbulences", indique-t-elle dans un communiqué.
Bien que la puissance de l'Inde ne repose pas exclusivement sur son industrie manufacturière, les économistes estiment que si les droits de douane américains de 50% sont maintenus, la croissance indienne pourrait tomber sous le seuil de 6% cette année, soit un niveau inférieur à la prévision de 6,5% de la banque centrale indienne. Les actions indiennes ont chuté en Bourse mardi avant la probable application de nouveaux droits de douane américains. L'indice de référence Nifty a clôturé en baisse d'un peu plus de 1%.

ELECTIONS EN BOLIVIE

La droite majoritaire au Parlement, la gauche laminée

La droite sera majoritaire au Parlement péruvien, tandis que la gauche, au pouvoir depuis vingt ans, ressort laminée des élections générales du 17 août, selon les résultats définitifs publiés mardi par le Tribunal suprême électoral (TSE). Les partis des vainqueurs du premier tour de la présidentielle, le sénateur de centre droit Rodrigo Paz et l'ancien président de droite Jorge Quiroga, contrôleront le Sénat et la Chambre des députés. Tous deux s'affronteront lors d'un second tour le 19 octobre. Le pouvoir changera ainsi de mains après deux décennies de domination écrasante du Mouvement vers le socialisme (MAS) mené par l'ancien président Evo Morales (2006-2019) puis par le sortant Luis Arce. Désormais, quatre partis de droite auront 119 des 130 sièges de députés et la totalité des 36 sénateurs. La principale formation sera celle du Parti démocrate chrétien (PDC), dirigé par Rodrigo Paz, arrivé en tête lors du premier tour, avec 49 députés et 16 sénateurs. La deuxième force sera celle de Jorge Quiroga avec 39 sièges à la Chambre des députés et 12 au Sénat. L'Alliance Populaire, formation de l'ancien candidat de gauche Andronico Rodriguez, remporte 8 sièges à la Chambre des députés. Le MAS, lui, n'en obtient que 2, contre 75 jusqu'à présent, et aucun sénateur contre 21 auparavant. Cette élection intervient dans un contexte de grave crise économique, marquée par une pénurie de devises et de carburant. La Bolivie fait en outre face à une inflation annuelle de près de 25% en juillet, un record depuis au moins 2008.

ALLEMAGNE

Berlin a perdu prés de 250 000 emplois industriels notamment dans l'automobile

Le nombre de personnes employées dans l'industrie en Allemagne a reculé de 4,3% en six ans, avec quelque 245.500 emplois perdus depuis 2019 selon une étude du cabinet EY.
Le ralentissement de l'industrie allemande s'accélère, avec près de 250.000 d'emplois supprimés dans le secteur depuis 2019, selon une étude publiée ce mardi 26 août par le cabinet EY.
Les entreprises industrielles allemandes ont généré un chiffre d'affaires de plus de 533 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025, en baisse de 2,1% sur un an, souligne EY, qui cite les données de l'Office fédéral des statistiques.
Cette baisse fait suite au recul de 0,2% enregistré au premier trimestre.
Le nombre de personnes employées dans le secteur industriel allemand a pour sa part diminué de 2,1% au deuxième trimestre pour atteindre 5,43 millions et de 4,3% rapport à il y a six ans, avec quelque 245.500 emplois perdus depuis 2019, selon EY.
Les constructeurs automobiles particulièrement touchés
La plus forte baisse d'emplois a été observée dans la construction automobile, en recul de 6,7% au deuxième trimestre.
En termes absolus, cela représente environ 51.500 emplois perdus en un an. Les constructeurs automobiles allemands sont confrontés à la forte concurrence de leurs rivaux asiatiques, à une transition coûteuse vers l'électrique et à la hausse des droits de douane américains.
Certaines des grandes entreprises du secteur en Allemagne, telles que Volkswagen, Mercedes et l'équipementier Continental, font partie des entreprises qui suppriment des emplois.
Alors que les États-Unis restent le marché étranger le plus important pour les produits industriels allemands, les exportations vers ce pays ont reculé de 10% au deuxième trimestre, tandis que les exportations vers la Chine ont baissé de 14%, montrent les données.
Les choses ne devraient pas s'améliorer avec les droits de douane de 15%, mis en place par Donald Trump contre les pays de l'Union européenne, qui incluent les voitures.

APRÈS INTEL

Les États-Unis envisagent de prendre des participations dans les groupes de défense

L'État américain pourrait devenir actionnaire de groupes de défense, en particulier Lockheed Martin, comme il vient de le faire avec le fabricant de semi-conducteurs Intel, a indiqué mardi Howard Lutnick, ministre américain du Commerce. «Il y a une énorme discussion concernant la défense.
Lockheed Martin réalise 97% de son chiffre d'affaires grâce au gouvernement américain», a relevé Howard Lutnick, interrogé sur la chaîne de télévision CNBC. «En gros, ils sont un bras du gouvernement américain», a-t-il fait valoir. Il a précisé que le ministre de la Défense Pete Hegseth et ses équipes étaient «sur le coup», et qu'«ils réfléchissent» à l'entrée de l'État américain dans le capital de groupes de défense du pays.
Contactés par l'AFP, les grands industriels américains de la défense - Lockheed Martin, Northrop Grumman, GE Aerospace, RTX et General Dynamics - n'ont pas réagi dans l'immédiat. Boeing n'a pas souhaité commenter.
Vers 15H00 GMT, les actions du secteur progressaient à la Bourse de New York après les propos du ministre, en particulier Lockheed (+1,58%), RTX (+1,05%), Northrop (+1,09%) ou encore GE Aerospace (+1,65%).
«L'élément crucial ici, c'est de déterminer si les États-Unis d'Amérique ajoutent une valeur fondamentale à votre entreprise.
Si nous ajoutons une valeur fondamentale à votre activité, je pense qu'il est juste que Donald Trump pense au peuple américain», a relevé Howard Lutnick. Kevin Hassett, principal conseiller économique du président américain, avait indiqué mardi que l'État était prêt à entrer au capital d'autres entreprises mais sans préciser de secteur en particulier. «C'est tout à fait possible», avait répondu Kevin Hassett, sur CNBC, «je suis persuadé qu'il y aura d'autres transactions» similaires à celle avec Intel. «Dans le passé, le gouvernement fédéral donnait de l'argent et les contribuables n'obtenaient rien en retour.
Ce qu'il se passe avec Intel, c'est que l'argent va au groupe comme prévu mais, en échange, le contribuable obtient une part du capital», avait-il expliqué, rappelant qu'il s'agissait d'une «participation sans droit de vote».

Les comportements d'AWS et Microsoft dans le viseur de la concurrence britannique

En raison de leur position et de leurs pratiques, les deux géants du cloud pourraient se voir imposer un statut spécifique et des règles visant à renforcer la concurrence sur ce marché.

Le Royaume-Uni s'apprête-t-il à réguler le marché du cloud, ce que s'est refusé à faire jusqu'à présent l'Europe des 27 ? Depuis le 1er janvier 2025, la Grande-Bretagne s'est dotée d'un texte visant à favoriser la concurrence sur les marchés numériques (Digital Markets, Competition and Consumers Act ou DMCCA), associé à un statut spécifique pour de grands acteurs ayant des positions hégémoniques (Strategic Market Status ou SMS). Lorsqu'une entreprise détient un pouvoir de marché susceptible de distordre la concurrence, elle peut, via ce mécanisme, se voir imposer des exigences de conduite et des « interventions favorables à la concurrence ». Un mécanisme qui rappelle celui des Gatekeepers du DMA européen (dont la liste est consultable ici).
Si l'autorité de la concurrence britannique (la CMA, Competition and Markets Authority) a rendu de premières décisions concernant Google dans la recherche et concernant Apple et Google dans les apps mobiles - avec une série de sanctions concrètes déjà répertoriés avant leur approbation définitive attendue en octobre prochain -, elle envisage désormais d'appliquer ce même régime à Microsoft et AWS sur le marché du cloud public.

Le licensing Microsoft pointé du doigt

A l'issue d'une enquête sur le marché du cloud au Royaume-Uni, lancée fin 2023, le groupe de travail de la CMA recommande en effet l'ouverture d'une enquête afin de placer les deux hyperscalers sous statut SMS. « La concentration du marché, particulièrement élevée dans le cas du IaaS, et les barrières à l'entrée et à l'expansion sont des caractéristiques qui ont permis aux deux plus grands fournisseurs, Microsoft et AWS, de détenir unilatéralement un pouvoir de marché important sur les marchés des services cloud et d'obtenir des rendements supérieurs au coût de leur capital sur une longue période », écrivent les auteurs de ce rapport (ici en PDF) paru le 31 juillet.
Ces mêmes auteurs considèrent que le tord fait par ces deux sociétés à la concurrence est « exacerbé » par les barrières techniques et commerciales que ces acteurs mettent en oeuvre pour ralentir les changements de fournisseurs ou les virages vers le multicloud. « Ces obstacles contraignent les clients à rester fidèles à leur choix initial de fournisseur, qui peut ne pas refléter l'évolution de leurs besoins et limite leur capacité à choisir leur fournisseur de services cloud », reprennent les experts de la CMA, qui pointent notamment le rôle négatif du licensing de Microsoft sur la concurrence, en particulier auprès des organisations qui lient l'achat de services cloud à des logiciels de cet éditeur.

Un marché de 12 Md€ en 2024

Le conseil d'administration de la CMA a prévu d'examiner le lancement de nouvelles enquêtes pour placer d'autres acteurs du numérique sous statut SMS au début de l'année 2026. Le groupe de travail sur le cloud espère voir ses recommandations prises en compte à cette échéance. Selon ses conclusions, le marché du cloud pesait 10,5 milliards de livres sterling en 2024 (soit 12,1 Md€), porté par une croissance de près de 30 % chaque année depuis 2020.
Rappelons que, de son côté, la Commission européenne a choisi de ne désigner aucun Gatekeeper sur le marché du cloud, malgré sa concentration au profit des trois principaux hyperscalers (qui ensemble représentent environ 70% de ce marché). Une posture dont s'étaient émues plusieurs associations de DSI de grandes entreprises et administrations, dont le Cigref en France.

MÉGAFUSÉE STARSHIP

un succès historique pour Elon Musk qui relance la machine SpaceX

Enfin ! Le rêve d'Elon Musk se concrétise : Starship a enchaîné le décollage, la séparation des étages, le déploiement d'une charge utile factice, le rallumage moteur en vol et un double retour contrôlé sur Terre. Une démonstration de maîtrise qui change le tempo du programme et rouvre la voie vers la Lune, puis Mars.
Cette nuit, le méga-lanceur de SpaceX a quitté Starbase (Texas) pour son dixième vol d'essai, de loin le plus abouti. Le premier étage Super Heavy a assuré l'ascension puis réalisé un amerrissage contrôlé dans le golfe du Mexique environ sept minutes après le décollage. De son côté, l'étage supérieur Starship a poursuivi sur une trajectoire suborbitale et, fait inédit, a déployé huit simulateurs de satellites Starlink avant de rallumer un moteur Raptor dans l'espace, étape clé pour les futures missions. À terme, « la fusée géante devrait pouvoir transporter (et satelliser) au moins 60 Starlink à la fois », a déclaré Dan Huot, porte-parole de SpaceX, lors de ce vol.

Une démonstration millimétrée du duo Super Heavy + Starship

Après un passage de rentrée atmosphérique volontairement sévère, SpaceX ayant retiré quelques tuiles thermiques pour stresser le bouclier thermique de l'appareil, la jupe arrière a montré des dégâts visibles sans compromettre le contrôle de l'engin. Le vaisseau a ensuite amerri dans l'océan Indien, dans le champ de vision d'une bouée-caméra positionnée pour l'occasion (cf. notre photo plus haut). Ce vol valide beaucoup de points cruciaux pour les missions à venir : la poussée initiale des 33 moteurs Raptor, la séparation, la capacité à déployer une charge utile en vol, le rallumage d'un moteur en micro-gravité et deux retours contrôlés dans l'atmosphère terrestre (booster et vaisseau sous forte chauffe). Une séquence que les précédents essais n'avaient pas bouclée intégralement.
Reste un point de vocabulaire important : Starship n'a pas encore placé de charge utile sur orbite lors de ce vol. Les « satellites » embarqués étaient des maquettes larguées sur une trajectoire suborbitale. Mais c'est justement le palier qui manquait : prouver que le système peut déployer, revenir et survivre à une rentrée très agressive. La prochaine marche est connue : atteindre l'orbite, valider le ravitaillement en vol de Starship, puis revenir se poser « à sec » sur le site de lancement. Une fois cette trilogie validée, la Lune sera en ligne de mire pour SpaceX et la NASA… avant, peut-être, le grand saut vers Mars.

iPhone 17 : Apple vous donne rendez-vous le 9 septembre

Marquez la date dans vos agendas. Apple nous donne rendez-vous le 9 septembre prochain pour nous dévoiler la très attendue gamme d'iPhone 17, ainsi que d'autres produits.
L'iPhone 17 est l'un des produits tech les plus attendus de cette fin d'année. Les prochains smartphones d'Apple devraient marquer une petite rupture par rapport à la génération précédente et bonne nouvelle pour les fans de la marque, il ne faudra plus attendre très longtemps avant de les découvrir. La marque à la Pomme a annoncé ce mardi la date de son prochain keynote, et ce sera, comme prévu, le 9 septembre 2025 à 19 heures pétantes que Tim Cook et ses équipes nous donnent rendez-vous pour lever le voile sur l'ensemble des nouveautés prévues pour cette fin d'année.

L'iPhone 17, mais pas seulement, au programme de ce keynote

L'évènement, diffusé en vidéo sur YouTube ou sur le site officiel d'Apple, devrait être riche avec un programme copieux. Le plat de résistance sera évidemment la présentation de la gamme iPhone 17. Les rumeurs vont bon train depuis plusieurs semaines, et l'on connait presque par cœur les modèles qui

devraient être présentés par la marque.
On attend quatre iPhone 17, un modèle de base, deux versions Pro et Pro Max, ainsi qu'un iPhone 17 Air, l'iPhone le plus fin jamais créé par Apple avec une épaisseur comprise entre cinq et six millimètres.
Les nouveautés devraient concerner majoritairement le bloc photo, avec l'adoption d'un zoom x8 pour les modèles Pro, ou encore des écrans OLED 120 Hz pour l'iPhone 17 grand public.
Les Apple Watch devraient également être au menu, avec la Series 11 et l'Apple Watch Ultra 3, et possiblement une Apple Watch SE nouvelle génération avec un design plus proche des modèles actuels.
Parmi les annonces espérées, on peut enfin citer une nouvelle version de l'Apple TV 4K, avec un processeur plus puissant et moderne, et peut-être les AirPods Pro 3, qui intégreraient des capteurs de fréquence cardiaque, entre autres améliorations.

L'un des constructeurs les plus réputés pour sa fiabilité est placé sous enquête après des centaines de casses moteur suspectes

Aux côtés de Toyota, Honda fait partie des constructeurs qui disposent de la réputation de fiabilité la plus forte. Le plus souvent, cette image est justifiée. Mais la marque japonaise n'est pas toujours irréprochable pour autant. Outre-Atlantique, elle se retrouve même sous le coup d'une enquête de la redoutée agence de transports NHTSA en raison de plusieurs casses mécaniques pour les mêmes raisons sur l'un de ses moteurs. Plus de 1,4 million de véhicules pourraient être concernés.

En matière de fiabilité, nul constructeur automobile ne peut prétendre à la perfection. Nos si chères voitures font partie des produits industriels les plus complexes, tout en devant répondre à des contraintes économiques assez strictes, à des normes toujours plus exigeantes et à des délais de développement qui tendent à se réduire. Des marques pourtant réputées pour offrir une grande tranquillité d'esprit peuvent ainsi parfois commettre des impairs, y compris dans la conception de leurs moteurs thermiques. Honda a par exemple été l'un des seuls à adopter une courroie de distribution immergée dans l'huile, sur son ancien trois-cylindres 1.0 turbo, avec des problèmes d'usure prématurée qui peuvent évoquer les 1.2 PureTech Stellantis et 1.0 EcoBoost Ford dotés de la même solution technique. Mais aujourd'hui, c'est pour une autre mécanique, avec le double de cylindres, que le constructeur se retrouve sous le coup d'une enquête aux Etats-Unis.

Un V6 3.5 Honda aux coussinets de bielle trop fragiles ?

La célèbre agence de transports américaine NHTSA a en effet annoncé l'ouverture d'une "évaluation préliminaire" après plus de 3 000 cas de casse sur le V6 3.5 Honda. Ces pannes seraient liées à une défaillance au niveau des coussinets de bielle. Le nombre d'incidents a été jugé suffisant pour que l'organisme examine "la portée et la gravité du problème potentiel afin d'évaluer pleinement les questions potentielles à la sécurité". D'autant que trois accidents ou incendies possiblement liés ont été signalés. Rien n'est donc encore acquis pour l'instant, mais à terme cela pourrait déboucher sur un rappel potentiellement très onéreux. Même si on l'a seulement connu dans les confidentielles Legend ou NSX en France, sous une forme différente, ce V6 3.5 n'a en effet rien d'un moteur rare outre-Atlantique. On le retrouve notamment sur les SUV Pilot et Ridgeline, sur le monospace Odyssey ou encore sur les TLX et MDX d'Acura, la branche luxueuse de Honda. D'après le ministère des transports américain, plus de 1,4 million de véhicules fabriqués entre 2016 et 2020 seraient potentiellement concernés.

Un rappel potentiellement très onéreux pour Honda

Le remplacement des coussinets de bielles est une opération longue, qui nécessite d'ouvrir le moteur avec de longues heures de main-d'œuvre à la clé. La facture pourrait donc être lourde pour Honda. La marque pouvait pourtant se croire à l'abri puisqu'elle avait déjà organisé le rappel de près de 250 000 voitures dotées du même six-cylindres en 2023, pour des raisons assez semblables sur le papier. A cette période, c'est un défaut de fabrication sur le vilebrequin qui avait été incriminé. Mais les nouvelles casses recensées se trouveraient en dehors du périmètre de cette action de retour en atelier d'après le bureau d'investigation des défauts (ODI, Office of Defects Investigation) de la NHTSA. La France sera en tout cas totalement épargnée par ces mesures encore hypothétiques, puisqu'aucun des modèles visés par l'enquête n'est importé officiellement chez nous. En revanche, Honda a bien organisé quelques rappels en Europe depuis le début de l'année, notamment pour des problèmes de direction ou de pompe à essence. N'hésitez par ailleurs pas à écrire sur notre formulaire fiabilité si vous avez rencontré des pannes avec un des modèles de la marque, ou même si vous avez déjà atteint un kilométrage important sans le moindre souci.

Quand Ferrari dépose un brevet sur un système de freinage, ce n'est pas pour améliorer la sécurité des occupants !

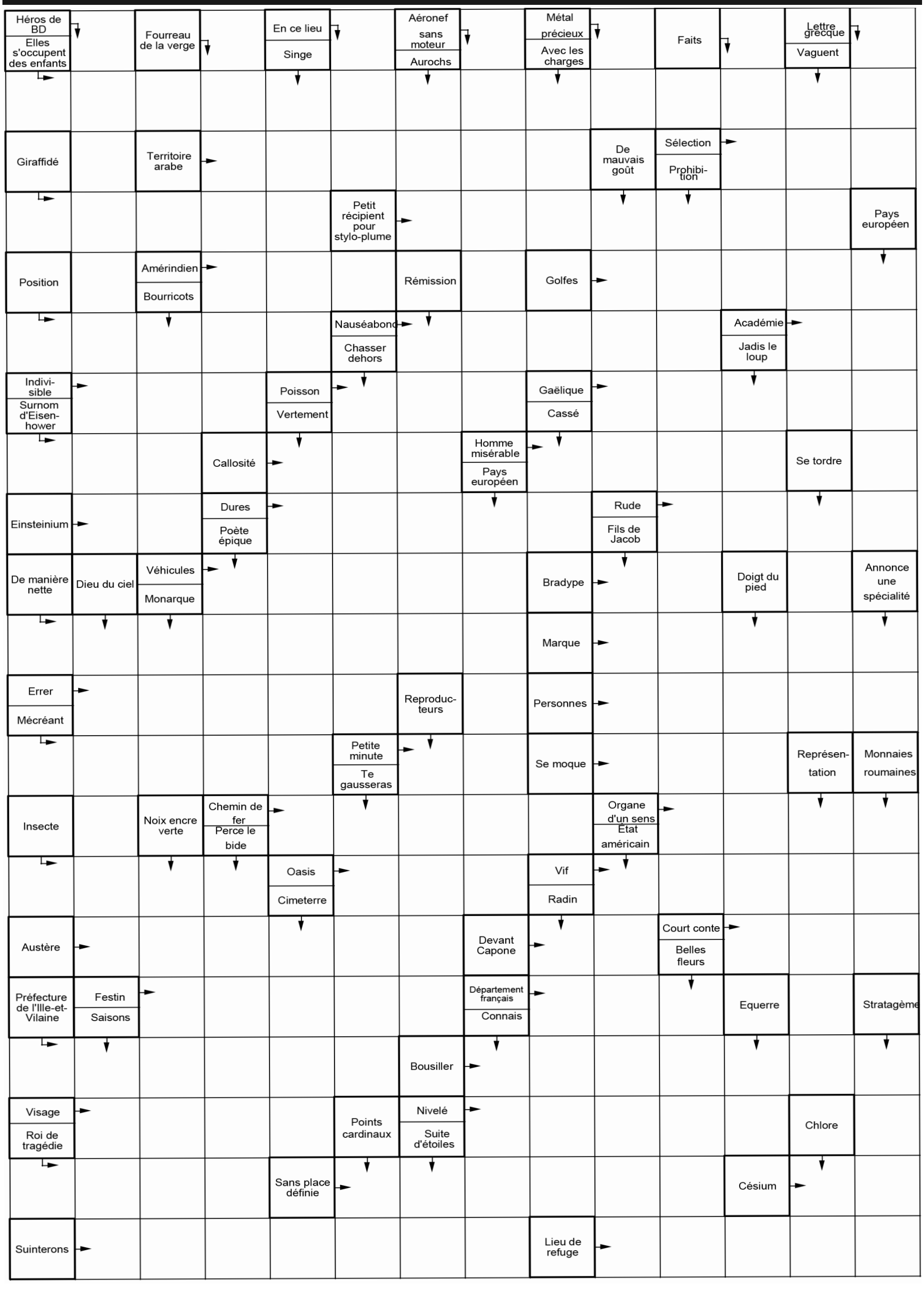
Ferrari vient de déposer un brevet de freinage automatique. À l'ère des législations toujours plus contraignantes et des assistances de sécurité parfois intrusives, le constructeur de Maranello a imaginé une technologie qui détonne. Avec son nouveau système de freinage automatique, il n'est nullement question de préserver les occupants, mais uniquement la voiture.
Le freinage autonome d'urgence est obligatoire depuis la première phase d'application de la norme GSR2. Cette technologie permet, grâce à des radars, de détecter un obstacle fixe ou en mouvement et de freiner sans intervention du conducteur. Ce type de dispositif existe aussi à basse vitesse pour éviter les accrochages en manœuvre.
Alors qu'en est-il de ce brevet déposé par Ferrari auprès de l'Office américain des brevets et des marques ? Et à quoi sert-il ? Ici, aucun intérêt sécuritaire n'est à chercher. Quand les systèmes déjà existants détectent les obstacles avec une certaine hauteur, celui développé par Ferrari analyse ce qui se passe au ras du sol, devant la voiture.

L'idée est de lutter contre une situation qui met souvent en difficulté les sportives et autres supercars : les obstacles trop hauts. Malgré l'existence du Lift, ce dispositif permettant de relever la garde au sol à l'avant pour franchir dos-d'âne et allées escarpées sans encombre, l'état de certaines routes parvient parfois à mettre ce système en défaut. C'est pourquoi la nouvelle technologie de Ferrari capte la hauteur des obstacles situés devant la voiture et peut, si ceux-ci sont trop hauts, freiner automatiquement afin d'éviter que la lame avant ne soit mutilée sur un ralentisseur à la pente trop agressive. Étonnamment, les schémas de Ferrari ne précisent pas si ce freinage automatique et le Lift sont destinés à fonctionner de concert.

Un système progressif… ou pas

Au lieu de prendre directement en compte la vitesse de la voiture, le dispositif fonctionne en calculant la hauteur de l'obstacle à venir ainsi que sa distance par rapport à la voiture, afin de déterminer si et comment elle peut le franchir. Si l'obstacle est trop important, le conducteur recevra d'abord une notification sur l'écran d'info-divertissement. Le freinage automatique ne devrait intervenir que si le conducteur ne réagit pas. Reste à savoir si, dans la pratique, des freinages fantômes pourraient se produire…
Des interrogations subsistent quant au fonctionnement du système en conditions réelles. Comment réagirait-il face à des objets sans résistance, comme un sac plastique ou des feuilles ? Pas sûr qu'un freinage brusque, pouvant entraîner une collision arrière, soit rentable pour sauver une lame avant.
Quoi qu'il en soit, Ferrari n'a pour l'instant pas annoncé l'intégration de cette technologie sur une voiture de série. Mais ce dépôt de brevet lui permettrait de tirer profit si d'autres constructeurs venaient à utiliser le système.

Mots fléchés



Le pétrole stable malgré les nouveaux droits de douane visant l'Inde

Les cours du pétrole sont stables mercredi, l'entrée en vigueur de la surtaxe douanière américaine sur les produits indiens n'ayant finalement que peu de répercussions sur l'offre et la demande mondiale de brut. Selon Donald Trump, le passage des droits de douane qui pèsent sur l'Inde de 25% à 50% est un moyen de sanctionner les achats de pétrole russe par l'Inde, qui est le second importateur d'or noir de Moscou. Vers 09H15 GMT (11H15 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 0,39% à 66,96 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, cédait 0,36% à 63,02 dollars.

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 28 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ANALYSE

La recomposition du monde sur les décombres des empires

Par Mohamed Chérif BELMIHOUB (*)

L'économique est le facteur déterminant de la domination et aussi de la décadence des empires ; ceci est plus vrai maintenant que dans le passé, en raison des rapprochements par les moyens de communication et de logistiques. La mondialisation « heureuse » portée par des institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale et FMI, Dollar) et les autres avatars comme l'OMC, la CNUCED, … au profit des pays développés a fait son temps. Après avoir tiré profit de ce système post-guerre mondiale, l'Occident se trouve aujourd'hui confronté à des situations économiques très difficiles.
L'émergence de nouveaux acteurs sur la scène économique mondiale a aggravé la situation des pays développés, alors que le rattrapage technologique par le Sud se met en place et la bataille des matières premières s'annonce violente. Les USA, empire des temps modernes, commencent à perdre les avantages du système qu'ils ont mis en place dans les années 1940, comme l'hégémonie du dollar, le contrôle du pétrole (pétrodollars), le contrôle des petits pays dotés en ressources naturelles etc. Quelques signaux faibles d'une décadence de l'empire sont observables, ce qui le rend plus violent (protectionnisme aveugle), intervention militaire directe (Irak, Gaza, Iran, Syrie…) et remise en cause des instruments de libre-échange (OMC).

Il est des fins d'empire qui prennent beaucoup de temps et laissent beaucoup de dégâts. C'est le cas de celui des USA. A vrai dire, il n'est pas encore à sa fin, mais des signes annonciateurs de celle-ci commencent à apparaitre. Il n'a pas duré longtemps, moins d'un siècle, comparé à d'autres qui en ont traversé plusieurs. L'empire américain a été très dominant, très influent et très présent sur l'ensemble de la planète. Sa puissance économique est sa principale caractéristique. La seconde guerre mondiale lui a donné la légitimité et renforcé sa puissance. Il a hérité de l'empire britannique (au plan symbolique et culturel, mais aussi de quelques alliances) et de la faiblesse des autres pays de la vielle Europe. Les empires ottoman et britannique ont disparus presque en même temps, après la première guerre mondiale, laissant derrière eux une Europe éclatée et un Moyen Orient à feu et à flamme. L'Asie était loin des enjeux mondiaux, même si le Japon montrait des velléités de conquêtes dans son voisinage, la Chine et la Corée étaient des proies faciles. En Europe, l'Allemagne, héritière de l'élan des réformes institutionnelles, sociales et économiques de Bismarck, avait l'ambition de bâtir un empire, avant même les USA, grâce à sa politique de réunification des Etats germainssous l'impulsion de la Prusse.

En face, et toujours comme héritage de la guerre, s'est constitué un autre empire sous le nom d'URSS, en réalité russe. Ce dernier a eu une durée de vie encore plus courte, 70 ans ; il a été emporté principalement par sa faiblesse économique et les tirs croisés de ses adversaires d'Orient et d'Occident. Sa base idéologique et ses idéaux révolutionnaires n'ont pas tenu devant son inefficacité économique et son retard technologique. Pourtant sa technologie militaire était au summum et égalait, sinon, dépassait celle de l'Occident. Le transfert de cette dernière dans le domaine civil n'a pas pu se concrétiser. Son économie faiblement productive, peu moderne, crée une pénurie chronique (L'économiste hongrois, Janos Kornaï, a consacré un livre à ce sujet, « l'économie de la pénurie » en 1985), ajoutée à l'absence de liberté ont fragilisé les soutiens populaires d'une mosaïque de peuples et de cultures différentes. L'impasse économique conjuguée à la pression d'un autre empire très en vue, les USA, ont eu raison de sa fin. Sa disparition était douce, rapide et sans grands impacts économiques sur l'économie mondiale. Il n'a pas été remplacé, pour le moment. L'émergence de la Chine pourrait être une forme d'empire du Grand Sud. Les empires du 20ème siècle sont bâtis sur la puissance économique grâce au développement technologique dans tous les domaines.

La fin d'un empire est toujours douloureuse pour ses composantes internes, pour ses connexions voisines et pour l'ensemble de l'économie. L'exemple de la dislocation de l'empire ottoman continue à produire des effets à ce jour (crise au Moyen Orient, crise dans les Balkans, conflits en Asie mineure…). L'une des raisons de la décadence de l'empire ottoman est sa faiblesse économique et technologique. Il ne pouvait continuer sans une évolution technologique et une réforme institutionnelle. La seule base religieuse (Khilafa) n'a pas suffi pour maintenir une cohésion des peuples et des cultures très différentes les unes des autres. Son retard technologique et économique était fatal lors de la première guerre mondiale. Il a été dépecé par les vainqueurs.

Il est difficile de pronostiquer la fin d'un empire ; mais des signaux sont généralement observés sur son déclin progressif. On ne peut que spéculer sur sa faiblesse et sur les signes cliniques de sa décadence et celle de ses alliances. Un empire est généralement puissant parce qu'il offre à ses alliés une protection à grande échelle, allant d'une protection militaire des frontières à la protection des routes commerciales, maritimes, terrestres et spatiales. L'Amérique a joué tous ces rôles depuis la deuxième guerre. Sa véritable puissance est encore dans la capacité de ses universités et centres de recherche dans la recherche-développement et l'innovation technologique. Elle a devancé tous les autres pays, ce qui lui a permis d'avoir une avance économique décisive. Aujourd'hui, le PIB américain est 10 fois supérieur à celui de la Russie. Il était 50 fois supérieur à celui de la Chine il y a 30 ans ; en 2024, il est à peine de 1.6 fois. Même si elle est encore la première économie mondiale, l'Amérique est talonnée par son challenger qui affiche une ambition de la détrôner en 2030. Au plan économique, le challenge de la Chine est une réalité tangible. C'est pourquoi Trump utilise tous les moyens, conventionnels ou non, pour retarder ce sur-classement par la Chine. Il taxe les importations venant de Chine et des pays qui développement des relations fortes avec ce pays. Les USA sanctionnent, pour des motifs farfelus, les pays qui approvisionnent la Chine en énergie (Iran, Russie) et depuis peu, les USA cherchent par tous les moyens à mettre la main sur les matières premières et minérales rares pour se soustraire de l'emprise chinoise sur ce secteur. L'agonie peut durer longtemps et pendant cette période, la violence sera la règle dans les relations avec les autres Etats. Trump prépare même un remplacement de son principal allié, l'Europe occidentale, vieille, déclinante et malade, par les Etats de l'Asie-Pacifique, jeunes, ambitieux, productifs et innovants. La Russie aussi cherche à se maintenir, mais elle est de plus en plus vulnérable au plan économique et surtout au plan démographique.

Le dernier sommet de l'Alaska entre Trump-Poutine a porté plus sur la reconfiguration du monde que sur la crise Russie-Ukraine. Il est question du passage à la post-mondialisation, l'amorce d'une géopolitique des métaux précieux/rares et la mise à l'écart de l'Europe et l'affaiblissement de l'OTAN. Pour passer à ce nouveau Monde, il faut, du point de vue de Trump, solder les reliquats des problèmes hérités des empires ottoman, soviétique et britanniques, dans les Balkans, en Europe centrale (Ukraine) en Asie mineure (Arménie, Azerbaïdjan…) et au Moyen Orient. Gaza sera le test de la nouvelle recomposition des rapports de force. Dans une première phase, il s'agira d'éviter l'effondrement d'Israël, l'enfant gâté de l'Occident. La fin d'Israël, que tous les analystes géopolitiques annoncent pour bientôt, accélérera la chute de l'empire américain. Les autres anciens empires, Ottoman et Russe entre autres, cherchent eux aussi à se reconstituer sur une partie au moins de leurs anciens territoires. La Turquie a accepté de jouer un rôle au Moyen Orient : Soutien à Israël et en contrepartie, une liberté d'action contre les Kurdes. Elle peut aussi manœuvrer dans le monde arabe sur les traces de l'empire ottoman. Ainsi ses actions en Libye, en Syrie et même en Irak sont tolérées. L'Iran sera un acteur important dans la nouvelle recomposition et risque de contrecarrer les stratégies de la Turquie et de l'Arabie Saoudite dans la région.

Pendant ce temps, la Chine bâtit son empire économique, sans occupation de territoires étrangers et sans abuser d'une influence sur les Etats partenaires ; mais en « colonisant » les usines et les marchés du monde entier.

Au final, dans le contexte actuel de violences et de non droit, les Gazaouis, à défaut d'avoir un Etat, sont le seul peuple libre de la planète.

(*) Ancien ministre, Professeur en Economie Institutionnelle et en Management